

Rapport Financier Semestriel

Au 30 juin 2025



SOMMAIRE

I. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2025	3
1. Résultats par zones géographiques	6
2. Situation financière au 30 juin 2025	10
3. Investissements industriels et cash-flow libres	11
4. Performance Climat	11
5. Perspectives 2025	11
6. Facteurs de risques	12
 II. COMPTES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2025	 13
1. Compte de résultat consolidé	14
2. État du résultat global consolidé	14
3. État de la situation financière consolidée	15
4. État des flux de trésorerie consolidés	16
5. État de variation des capitaux propres consolidés	17
6. Annexe aux comptes consolidés du 30 juin 2025	18
 III. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2025	 61
 IV. DÉCLARATION DES PERSONNES PHYSIQUES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	 64



RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

AU 30 JUIN 2025

1. Résultats par zones géographiques	6
2. Situation financière au 30 juin 2025	10
3. Investissements industriels et cash-flow libres	11
4. Performance Climat	11
5. Perspectives 2025	11
6. Facteurs de risques	12

- Stabilité du chiffre d'affaires à +0,2% à pcc¹
- Effet change défavorable sur la période
- Retrait de l'EBITDA de -2,0% et progression du résultat net consolidé de +6,3% à pcc
- Solide génération de cash-flow et baisse de l'endettement net de 190 millions d'euros sur 1 an
- Ajustement de l'objectif 2025 d'EBITDA pour refléter l'impact du change : croissance de +2 à +5% à pcc

(en millions d'euros)	30 juin 2025	30 juin 2024	Variation publiée	Variation à pcc*
Chiffre d'affaires consolidé	1 885	1 937	-2,7%	+0,2%
EBITDA	331	353	-6,3%	-2,0%
<i>Taux de marge (en %)</i>	17,5%	18,2%	-0,7 pts	
EBIT courant	169	188	-10,0%	-4,4%
<i>Taux de marge (en %)</i>	9,0%	9,7%	-0,7 pts	
Résultat net consolidé	116	115	+1,1%	+6,3%
<i>Taux de marge (en %)</i>	6,1%	5,9%	+0,2 pts	
Résultat net, part du Groupe	102	104	-1,7%	+3,1%
<i>Taux de marge (en %)</i>	5,4%	5,3%	+0,1 pts	
Cash-flow libre	44	-23	ns	

*à périmètre et change constants

Guy Sidos, Président-Directeur Général a déclaré :

« Dans un contexte géopolitique incertain qui réduit la visibilité économique, les résultats du premier semestre du Groupe témoignent de la résilience de notre modèle, fondé sur un équilibre entre pays développés et émergents. Cette solidité s'est illustrée par la progression du résultat net consolidé, par une amélioration des cash-flow libres et une baisse sensible de l'endettement financier net.

Le Groupe poursuit la mise en œuvre de son plan de marche avec le démarrage du four 6 au Sénégal qui représente un levier majeur de croissance organique du Groupe, le développement de l'activité de second œuvre du bâtiment avec la fusion de VPI et Cermix et l'acquisition de Realmix, qui renforce l'intégration verticale du Groupe au Brésil. Sur ces bases, nous confirmons les objectifs de désendettement 2025 et 2027 du Groupe et nous ajustons notre objectif de rentabilité opérationnelle 2025 pour tenir compte des effets de change conséquents. »

¹ Périmètre et change constants

Les comptes consolidés du premier semestre 2025 ont été arrêtés par le Conseil d'administration réuni le 25 juillet 2025. Les procédures d'audit sur les comptes consolidés ont été effectuées. Le rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle est en cours d'émission.

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe atteint 1 885 millions d'euros au premier semestre 2025, en légère progression de +0,2% à périmètre et change constants et en baisse de -2,7% en base publiée, impacté par l'évolution négative des taux de changes :

- **L'effet de change** s'élève à -93 millions d'euros (soit -4,8%) sous l'effet principalement de la dépréciation des livres turque, égyptienne et du réal brésilien face à l'euro ;
- **L'effet périmètre** s'élève à +37 millions d'euros (soit +1,9%) et correspond essentiellement à l'intégration de Cermix dans les activités chimie du bâtiment de Vicat (VPI) ;

L'activité du Groupe est marquée par un ralentissement du rythme de baisse de l'activité ciment en France, par une reprise de l'activité en Suisse et par un ralentissement de l'activité aux Etats-Unis. Dans l'ensemble, les pays émergents enregistrent de meilleures performances, notamment le Brésil et la zone Méditerranée, avec la poursuite de la bonne dynamique en Egypte. Les zones Asie et Afrique restent contrastées.

- L'activité **Ciment** a été résiliente au premier semestre avec un chiffre d'affaires consolidé en progression de +1,7% à périmètre et change constant malgré une baisse des volumes de -2,5% sur le premier semestre, principalement dans les pays développés (à l'exception de la Suisse) et en Asie. Les prix du ciment sont restés résilients dans la plupart des géographies du Groupe, à l'exception de l'Inde au premier trimestre et du Sénégal ;
- L'activité **Béton & Granulats** a été impactée par une baisse des volumes de béton de -3,9% et une progression des volumes granulats de +5,8% au premier semestre, grâce notamment à la progression du Sénégal et de la Turquie. Les dynamiques de prix varient considérablement d'une région à l'autre avec des progressions de prix notables dans le béton et les granulats au Brésil. Ainsi, Le chiffre d'affaires consolidé de l'activité est en retrait de -1,4% à périmètre et change constant ;
- Le chiffre d'affaires consolidé de l'activité **Autres Produits & Services** progresse de +17,5% au premier semestre 2025 en base publiée, grâce à l'intégration des activités chimie du bâtiment de Cermix. Hors effet périmètre, l'activité s'est légèrement contractée de -2,4%, du fait d'un effet de base défavorable en Suisse (Vigier Rail).

L'**EBITDA** s'élève à 331 millions d'euros au premier semestre 2025 contre 353 millions d'euros en 2024, qui constituait un record historique pour le Groupe. Ce retrait de -6,3% (-2,0% à périmètre et change constants) résulte principalement de l'inflexion des résultats aux Etats-Unis, en France ainsi que d'une base de comparaison plus défavorable au premier semestre en Inde. L'évolution de l'EBITDA publiée tient également compte d'un effet de change défavorable de -17 millions d'euros et d'un effet périmètre de +2 millions d'euros. La **marge EBITDA** s'établit à 17,5%, en baisse limitée de -70 points de base sur la période.

La baisse de l'EBITDA à périmètre et change constants est principalement expliquée par un effet volume négatif (-19 millions d'euros) au premier semestre et d'un écart prix / coûts qui reste favorable au niveau du Groupe (+11 millions d'euros).

Les coûts de l'énergie s'élèvent à 208 millions d'euros au premier semestre 2025. A change et volumes constants, les coûts de l'énergie baisse de -1,0%. Ils restent cependant supérieurs aux niveaux de 2021 (177 millions d'euros).

Les performances industrielles de l'activité Ciment sont en amélioration sur la période, avec notamment l'augmentation de l'utilisation de combustibles alternatifs, en substitution aux énergies fossiles, qui progresse de +2,4 points par rapport à juin 2024 pour atteindre 38,9% sur l'ensemble du Groupe.

L'**EBIT courant** est en recul de -4,4% à périmètre et change constant avec un taux de marge de 9,0%, en baisse de -70 points de base en ligne avec l'évolution de l'EBITDA.

Le **résultat financier** s'élève à -28 millions d'euros au premier semestre 2025, en amélioration par rapport à 2024 grâce à une baisse du coût net de la dette de -11 millions d'euros, bénéficiant à la fois d'une réduction de la dette moyenne en volume et de la baisse des taux d'intérêt nets de couverture.

La **charge d'impôts** augmente de 9 millions d'euros par rapport au premier semestre 2024. Le taux apparent s'établit à 26,4%, en hausse par rapport au 30 juin 2024 (21,7%). Cette hausse s'explique notamment par la consommation des déficits fiscaux en Egypte en 2024, non constaté à l'ouverture.

Le **résultat net consolidé** atteint 116 millions d'euros au premier semestre 2025, en progression de +6,3% à périmètre et change constants et de +1,1% en base publiée. La marge nette est de 6,1%, en progression de +20 points de base.

Le **résultat net part du Groupe** progresse de +3,1% à périmètre et taux de change constants et baisse de -1,7% en base publiée, à 102 millions d'euros. Cette baisse s'explique par la hausse du résultat des intérêts minoritaires provenant de l'amélioration des résultats des filiales au Brésil, Égypte et Turquie.

1. RESULTATS PAR ZONES GEOGRAPHIQUES

1.1 France

(en millions d'euros)	30 juin 2025	30 juin 2024	Variation publiée	Variation à pcc*
Chiffre d'affaires consolidé	608	594	+2,4%	-3,8%
EBITDA	85	99	-13,6%	-15,7%
EBIT courant	29	45	-34,9%	-36,0%

*à périmètre et change constants

L'activité Ciment en **France** reste impactée par la faiblesse du marché résidentiel même si la baisse des volumes ciment continue de ralentir séquentiellement au deuxième trimestre. Le chantier d'infrastructure de la liaison ferroviaire Lyon-Turin (TELT) a contribué de manière limitée sur le semestre et ne permet de compenser que partiellement la baisse des volumes résidentiels. Les prix du ciment sont restés stables sur la période. Ainsi, le chiffre d'affaires opérationnel de l'activité ciment recule de -3,5% au premier semestre. L'EBITDA recule de -14,8% en raison d'un écart de volumes négatif amplifié par l'effet de levier opérationnel.

Le chiffre d'affaires opérationnel de l'activité Béton & Granulats baisse de -4,1% sur le semestre en raison de la poursuite de la baisse des volumes et d'effets prix négatifs sur le béton et le granulat. L'EBITDA baisse de -17,5%.

Le chiffre d'affaires opérationnel de l'activité Autres Produits & Services progresse de +16,2% en base publiée, grâce à l'intégration de Cermix dans les activités de la chimie de bâtiment. L'EBITDA de l'activité Autres Produits & Services progresse de +3,5% en base publiée.

1.2 Europe (Suisse et Italie)

(en millions d'euros)	30 juin 2025	30 juin 2024	Variation publiée	Variation à pcc*
Chiffre d'affaires consolidé	215	197	+9,2%	+7,1%
EBITDA	53	46	+15,4%	+13,1%
EBIT courant	35	29	+22,7%	+20,4%

*à périmètre et change constants

L'activité Ciment en **Suisse** continue de progresser, portée par la poursuite de la reprise du marché et le succès commercial des ciments bas carbone de Vigier, notamment la gamme Progresso. L'activité au premier semestre a également bénéficié de la bonne dynamique des infrastructures (rénovation du tunnel de Weissenstein...) tandis que la construction du tunnel de Gléresse devrait favorablement contribuer à partir du second semestre. Le chiffre d'affaires opérationnel Ciment est en hausse de +8,5% à périmètre et change constants au premier semestre. L'EBITDA progresse de +7,5%.

Le chiffre d'affaires opérationnel de l'activité Béton & Granulats progresse de +11,8% à périmètre et change constants au premier semestre, grâce notamment à la bonne dynamique dans le granulat. L'EBITDA progresse de +58,0% avec la montée en puissance d'une nouvelle installation de traitement de granulats sur le marché Bernois, particulièrement performante en termes de coûts.

Le chiffre d'affaires opérationnel de l'activité Autres Produits & Services fléchit de -13,3%, impacté par un effet de base défavorable pour Vigier Rail (livraison en 2024 d'un chantier exceptionnel). L'EBITDA baisse de -13,6% sur la période.

En **Italie**, le chiffre d'affaires opérationnel baisse de -2,5% à périmètre constant, dans un contexte d'érosion des prix. L'EBITDA baisse de -11,0%.

1.3 Amériques (Etats-Unis et Brésil)

(en millions d'euros)	30 juin 2025	30 juin 2024	Variation publiée	Variation à pcc*
Chiffre d'affaires consolidé	465	493	-5,8%	-1,5%
EBITDA	91	106	-13,9%	-9,6%
EBIT courant	52	63	-18,3%	-13,9%

*à périmètre et change constants

Aux **Etats-Unis**, l'évolution de l'activité ciment est contrastée sur les deux régions avec une poursuite de la baisse des volumes résidentiels et commerciaux en Californie, partiellement compensée par une progression dans le Sud-Est. L'activité en Alabama reste mieux orientée mais a été impactée par une météo défavorable. L'environnement prix demeure résilient depuis le début de l'année. Ainsi, le chiffre d'affaires opérationnel Ciment baisse de -6,9% à périmètre et change constants sur la période. L'EBITDA baisse de -7,9%. Les cash costs continuent de progresser dans le Sud-Est avec l'augmentation des combustibles de substitution.

Le chiffre d'affaires opérationnel Béton aux Etats-Unis recule de -6,0% à périmètre et change constants, en raison du ralentissement observé en Californie malgré des prix en hausse. L'EBITDA baisse de -39,4% à la suite d'un écart volume négatif et d'une hausse du coût des intrants (granulats).

Au **Brésil**, l'activité Ciment a progressé sur le semestre dans un contexte de marché favorable. L'acquisition de Realmix dans le béton – actuellement en attente de l'approbation par l'autorité de la concurrence prévue cet été – renforcera la position de Ciplan sur son marché et permettra une croissance supplémentaire au second semestre. Le chiffre d'affaires opérationnel Ciment progresse de +9,4% à périmètre et change constants et baisse de -4,4% en base publiée à la suite de la dépréciation du Réal brésilien face à l'Euro. L'EBITDA progresse de +1,8% (+16,5% à périmètre et change constants) grâce à une bonne maîtrise des coûts, notamment de l'énergie.

Le chiffre d'affaires opérationnel de l'activité Béton & Granulats au Brésil progresse de +14,9% à périmètre et change constants et est stable en base publiée en raison de la dépréciation de la devise. Cette croissance s'explique à la fois par une bonne dynamique des volumes dans le béton et les granulats et par des prix en progression. L'EBITDA recule de -6,9% (+6,5% à périmètre et change constants) avec la dépréciation du réal brésilien face à l'euro.

1.4 Asie (Inde et Kazakhstan)

(en millions d'euros)	30 juin 2025	30 juin 2024	Variation publiée	Variation à pcc*
Chiffre d'affaires consolidé	204	242	-15,9%	-10,6%
EBITDA	37	46	-19,6%	-15,8%
EBIT courant	21	30	-31,4%	-29,0%

*à périmètre et change constants

Après un premier trimestre difficile, l'activité Ciment en **Inde** a montré des signes d'amélioration au deuxième trimestre avec un redressement des prix et un ralentissement de la baisse des volumes, dans un contexte concurrentiel toujours tendu. La progression de l'activité sur le semestre dans le Maharashtra, toujours soutenue par la demande de Mumbai, n'a que partiellement compensé la baisse dans le Sud. Cette dynamique devrait se poursuivre au second semestre avec l'ajout de nouvelles capacités ferroviaires en juin pour servir Mumbai. Le chiffre d'affaires opérationnel décroît ainsi de -14,5% à périmètre et change constants. L'EBITDA se contracte de -17,4% (-13,6% à périmètre et change constants) malgré une bonne maîtrise des cash costs liée à la baisse des prix des combustibles fossiles et à la forte progression du taux de combustibles alternatifs (+13 points sur un an avec un taux de substitution de 38%).

Au **Kazakhstan**, les prix ont continué de progresser après la hausse au second semestre 2024 pour refléter la hausse du coût des combustibles. Les volumes sont stables. Le chiffre d'affaires opérationnel croît de +13,8% à périmètre et change constants et décroît de -1,3% en base publiée dû à la dépréciation du tengué sur la période face à l'euro. L'EBITDA est en baisse de -71,3%, la hausse des prix de vente ne permettant pas de compenser les hausses de coûts logistiques (tarifs ferroviaires) et de l'énergie (Les prix de l'électricité & des combustibles fossiles sont décorrélés des marchés internationaux).

1.5 Méditerranée (Turquie et Égypte)

(en millions d'euros)	30 juin 2025	30 juin 2024	Variation publiée	Variation à pcc*
Chiffre d'affaires consolidé	212	214	-0,9%	+28,5%
EBITDA	44	25	+76,8%	+124,9%
EBIT courant	32	12	+163,2%	+229,9%

*à périmètre et change constants

Dans un environnement d'hyperinflation persistante, l'activité Ciment en **Turquie** a été impactée par une forte reprise au deuxième trimestre qui a plus que compensé la baisse du premier trimestre. La volonté du gouvernement de relancer les infrastructures, les efforts de reconstruction dans les zones touchées par le séisme de février 2023, ainsi qu'une reprise de la demande à l'export (notamment vers la Syrie), ont permis un certain regain d'activité sur le marché. Les prix de vente ont à nouveau progressé afin de compenser les effets de l'inflation sur les coûts de production. Le chiffre d'affaires opérationnel Ciment croît ainsi de +21,6% à périmètre et change constants (-8,9% en base publiée en raison de la dépréciation de la livre turque face à l'euro sur la période). L'EBITDA progresse fortement de +147,1% (+229,7% à périmètre et change constants) aidé par un strict contrôle des coûts.

Le chiffre d'affaires opérationnel Béton & Granulats en Turquie est stable à périmètre et change constants (-24,8% en base publié due à l'évolution du taux de change). L'EBITDA est fortement impacté par l'environnement économique.

L'activité Ciment en **Égypte** a bénéficié d'une poursuite de la bonne dynamique sur le marché export avec des volumes en forte hausse et des prix en progression. Les volumes ciment à l'export représentent plus de 50% des volumes de vente du dispositif égyptien. Les prix sur le marché domestique ont évolué très favorablement sur la période et sont désormais supérieurs aux prix exports en devise locale. Le chiffre d'affaires opérationnel progresse ainsi de +49,7% à périmètre et change constants et de +22,0% en base publiée. L'EBITDA progresse de +77.7% (+118,0% à périmètre et change constants).

1.6 Afrique (Sénégal, Mali, Mauritanie)

(en millions d'euros)	30 juin 2025	30 juin 2024	Variation publiée	Variation à pcc*
Chiffre d'affaires consolidé	181	196	-8,0%	-7,8%
EBITDA	21	32	-35,8%	-35,5%
EBIT courant	1	9	-93,5%	-92,7%

*à périmètre et change constants

L'activité Ciment au **Sénégal** a été impactée par une détérioration des prix domestiques avec l'arrivée d'un nouvel acteur sur le marché. Le chiffre d'affaires opérationnel Ciment au Sénégal est en retrait de -5,8% au premier semestre. La priorité du Groupe est la montée en puissance du four 6 qui a produit son premier clinker le 7 juin 2025 et dont la première contribution à l'EBITDA est attendue au second semestre 2025. Ainsi, l'EBITDA se contracte à la suite d'une hausse temporaire des achats de clinker.

Le chiffre d'affaires opérationnel Granulats au Sénégal a progressé de +13,5% au premier semestre en raison d'une progression des volumes à la suite du redémarrage de certains chantiers d'infrastructures, alors que les prix sont restés stables sur la période. L'EBITDA croît de +45,3%.

Le chiffre d'affaires opérationnel Ciment au **Mali** baisse de -38,3% avec des volumes en forte baisse, impactés par un contexte local difficile, des délestages du réseau électrique et une pénurie de transporteur limitant les importations de clinker. L'EBITDA recule de -62,3%.

Le chiffre d'affaires opérationnel Ciment en **Mauritanie** baisse de -4,9% à périmètre et change constants. L'EBITDA décroît de -8,3%.

2. SITUATION FINANCIERE AU 30 JUIN 2025

(en millions d'euros)	30 juin 2025	30 juin 2024	30 juin 2023
Endettement brut	1 904	2 088	2 055
Trésorerie	-529	-523	-463
Endettement net (hors options)	1 375	1 565	1 592
Ratio de "leverage"	1,81x	2,01x	2,59x

Au 30 juin 2025, le Groupe maintient une structure financière solide avec des capitaux propres importants et un endettement net en baisse de -190 millions d'euros sur 1 an. Le ratio de leverage s'établit à 1,81x, contre 2,01x fin juin 2024. Le ratio s'élevait à 1,58x fin décembre 2024, reflet de la forte saisonnalité de l'activité du Groupe.

Le Groupe dispose de lignes de financement confirmées non utilisées (non affectées à la couverture du risque de liquidité sur les NEU CP) pour un montant de 678 millions d'euros au 30 juin 2025 (399 millions d'euros au 30 juin 2024):

(Millions)	Devise	Autorisation		Utilisation	Disponible
		Devises (m)	EUR		
Crédit Syndiqué	EUR	600	600	423	177
Lignes bilatérales bancaires	EUR	420	420	70	350
France	EUR		1 020	493	527
Lignes bilatérales bancaires	CHF	130	139	79	60
Suisse	EUR		139	79	60
Egypte	EGP	700	12	0	12
Sénégal	EUR	75	75	35	40
Sénégal	FCFA	68 050	104	78	26
Mali	FCFA	5 000	8	5	3
US	USD	12	10	0	10
Total Groupe	EUR		1 368	690	678

Ces lignes de financement assurent une forte liquidité au Groupe.

3. INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS ET CASH FLOWS LIBRES

Au premier semestre 2025, les investissements industriels nets décaissés s'élèvent à 124 millions d'euros en baisse par rapport à 2024 (186 millions d'euros). Cette enveloppe comprend des investissements stratégiques de croissance, correspondant au dernier décaissement lié au four 6 au Sénégal.

Le cash-flow libre atteint 44 millions d'euros sur le semestre, en progression de 67 millions d'euros par rapport au premier semestre 2024 (-23 million d'euros). Cette évolution s'explique par une baisse sensible des investissements nets décaissés et par une amélioration du besoin en fonds de roulement sur la période.

4. PERFORMANCE CLIMAT

	30 juin 2025	30 juin 2024	Variation	Objectifs 2030
Émissions spécifiques directes (kg de CO ₂ net / tonne de ciment équivalent)	569	575	-1,0%	497
Émissions spécifiques directes en Europe (kg de CO ₂ net / tonne de ciment équivalent)	488	501	-2,6%	430
Taux de combustibles de substitution (%)	38,9%	36,5%	+2,4pts	50,0%
Taux de Clinker (%)	76,1%	76,4%	-0,3pts	69,0%

La performance climat du Groupe progresse sur l'ensemble des indicateurs au premier semestre 2025.

Aux Etats-Unis, la montée en puissance du four 2 de Ragland, plus efficient, et le passage au ciment de type 1L en Californie et dans le Sud-Est ont contribué respectivement à l'amélioration du taux de substitution et du facteur clinker. Le taux de substitution a également fortement progressé en Inde (+13 points sur 1 an) grâce au démarrage de nouvelles installations de préparation de combustibles solides de récupération à Bharathi et Kalburgi ainsi qu'à la diversification des sources d'approvisionnement.

L'évolution du mix géographique des ventes du Groupe (progression des exports en Egypte, progression des volumes à Mumbai en Inde...) a cependant limité la baisse du taux de clinker au premier semestre 2025.

5. PERSPECTIVES 2025

En raison des incertitudes macroéconomiques et géopolitiques persistantes, et de l'impact sur les taux de change, notamment la dépréciation du dollar face à l'euro, **Vicat ajuste ses perspectives pour l'ensemble de l'année 2025 :**

Croissance du chiffre d'affaires à périmètre et change constants

Croissance de +2 à +5% de l'EBITDA à périmètre et change constants

Levier financier (Dette nette/EBITDA) de 1,3x à fin 2025

Ces objectifs tiennent compte :

- D'une accélération de la performance sur la deuxième partie de l'année, notamment grâce à la contribution du four 6 au Sénégal ;
- D'une stabilisation des coûts énergétiques ;
- D'un niveau d'investissements industriels nets décaissés de l'ordre de 280 millions d'euros et d'une maîtrise du besoin en fonds de roulement.

Le groupe Vicat ambitionne d'atteindre un ratio d'endettement (Dette nette / EBITDA) inférieur à 1,0x à fin 2027, tout en maintenant un niveau de marge EBITDA au moins égale à 20% sur la période 2025-2027.

Perspectives géographiques pour 2025 :

En **Europe**, l'activité devrait rester impactée par la faiblesse de la construction résidentielle avec une décélération de la baisse. De grands projets d'infrastructures en France et en Suisse devraient contribuer positivement. L'intégration progressive du coût de la décarbonation devrait soutenir la tendance favorable des prix en Europe.

Aux **États-Unis**, dans un contexte d'incertitudes macroéconomiques et géopolitiques persistantes, l'activité ralentit. La croissance devrait se poursuivre dans le Sud-Est de manière plus modérée, soutenue par la pleine utilisation du réseau de terminaux ferroviaires autour de l'usine. En revanche, l'activité devrait continuer de ralentir en Californie. Les prix devraient rester résilients.

L'activité dans les **pays émergents** devrait être contrastée avec des effets devises encore sensibles, notamment dans la zone Méditerranée. La bonne dynamique devrait se poursuivre en Egypte, grâce aux exportations. Le Sénégal devrait bénéficier de la contribution du nouveau four au second semestre. Le Brésil devrait progresser dans un environnement concurrentiel qui reste tendu. L'activité en Turquie devrait rester impactée par un contexte d'hyperinflation et de faiblesse de la devise. L'activité en Inde devrait rester contenue dans le Sud où les marchés sont plus concurrentiels et bénéficier de l'augmentation de capacité logistique pour servir Mumbai.

6. FACTEURS DE RISQUES

Les facteurs de risques qui pourraient concerner le Groupe au cours des prochains mois sont similaires à ceux identifiés dans le chapitre 2 du Document d'enregistrement universel 2024 déposé le 14 mars 2025 auprès de l'Autorité des marchés financiers sous le numéro D25-0096.



COMPTES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2025

1. Compte de résultat consolidé	14
2. État du résultat global consolidé	14
3. État de la situation financière consolidée	15
4. État des flux de trésorerie consolidés	16
5. État de variation des capitaux propres consolidés	17
6. Annexe aux comptes consolidés du 30 juin 2025	18

Compte de résultat consolidé

(en milliers d'euros)	Notes	30 juin 2025	30 juin 2024
Chiffre d'affaires	4	1 885 112	1 937 290
Achats consommés		(1 220 348)	(1 267 078)
Charges de personnel	5	(317 433)	(301 808)
Impôts, taxes et versements assimilés		(39 292)	(37 485)
Autres produits et charges ordinaires	6	22 729	22 240
EBITDA		330 768	353 159
Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations ordinaires	6	(161 690)	(165 387)
EBIT courant		169 078	187 773
Produits et charges non ordinaires	7	(13 529)	7 496
Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations non ordinaires	7	28 233	(9 987)
Résultat d'exploitation		183 782	185 282
Coût de l'endettement financier net		(18 699)	(29 959)
Autres produits financiers		18 849	23 489
Autres charges financières		(28 030)	(32 683)
Résultat financier	8	(27 880)	(39 153)
Quote-part de résultat des sociétés associées non opérationnelles		1 161	198
Résultat avant impôt		157 063	146 327
Impôts sur les résultats	9	(41 287)	(31 772)
Résultat net consolidé		115 776	114 556
Part attribuable aux intérêts minoritaires		14 038	11 017
Part attribuable au Groupe		101 738	103 539
Résultat net part du Groupe de base par action (en euros)		2,28	2,32
Résultat net part du Groupe dilué par action (en euros)		2,27	2,31

État du résultat global consolidé

(en milliers d'euros)	30 juin 2025	30 juin 2024
Résultat net consolidé	115 776	114 556
Autres éléments non recyclables au compte de résultat :		
Réévaluation du passif net au titre des prestations définies	(1 308)	7 243
Autres éléments non recyclables au compte de résultat	-	(153)
Impôt sur les éléments non recyclables	334	(1 866)
Autres éléments recyclables au compte de résultat :		
Ecart de conversion	(263 755)	(32 801)
Couverture des flux de trésorerie	(2 849)	(266)
Impôt sur les éléments recyclables	621	(3 431)
Autres éléments du résultat global (après impôt)	(266 957)	(31 274)
Résultat global	(151 181)	83 282
Part attribuable aux intérêts minoritaires	(15 817)	7 076
Part attribuable au Groupe	(135 364)	76 206

État de la situation financière consolidée

Actif (en milliers d'euros)	Notes	30 juin 2025	31 décembre 2024
Goodwill	10.1	1 128 863	1 158 932
Autres immobilisations incorporelles	10.2	158 073	158 634
Immobilisations corporelles	10.3	2 603 295	2 724 161
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	10.4	188 008	195 873
Immeubles de placement		30 685	30 797
Participations dans des entreprises associées		123 853	120 228
Actifs d'impôts différés		113 244	103 528
Créances et autres actifs financiers non courants	11	210 237	225 160
Total des actifs non courants		4 556 258	4 717 311
Stocks et en-cours	12.1	520 043	542 189
Clients et autres débiteurs	12.2	555 504	463 087
Actifs d'impôts exigibles		5 732	9 925
Autres créances		199 041	144 819
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13	529 062	535 684
Total des actifs courants		1 809 382	1 695 705
TOTAL DE L'ACTIF		6 365 640	6 413 016
Passif (en milliers d'euros)	Notes	30 juin 2025	31 décembre 2024
Capital		179 600	179 600
Primes		11 207	11 207
Auto-contrôle		(30 842)	(34 760)
Réserves consolidées		3 522 820	3 478 594
Réserves de conversion		(907 915)	(673 899)
Capitaux propres part du Groupe		2 774 870	2 960 742
Intérêts minoritaires		287 683	303 480
Total capitaux propres	14	3 062 553	3 264 222
Provisions retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	15.1	86 991	90 870
Autres provisions supérieures à un an	15.2	123 676	136 167
Dettes financières et options de vente	16.1	1 389 818	1 361 184
Obligations locatives supérieures à un an	16.1	158 087	166 622
Impôts différés passifs		265 825	297 265
Autres passifs non courants		14 081	15 432
Total des passifs non courants		2 038 478	2 067 541
Autres provisions inférieures à un an	15.2	17 627	16 729
Dettes financières et options de vente à moins d'un an	16.1	317 305	209 423
Obligations locatives à moins d'un an	16.1	46 175	46 225
Fournisseurs et autres créditeurs	17.1	485 439	478 839
Passifs d'impôts exigibles		25 092	25 943
Autres dettes	17.2	372 971	304 094
Total des passifs courants		1 264 609	1 081 254
Total des passifs		3 303 087	3 148 795
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		6 365 640	6 413 016

État des flux de trésorerie consolidés

(en milliers d'euros)	Notes	30 juin 2025	30 juin 2024
<u>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</u>			
Résultat net consolidé		115 776	114 556
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence		(3 969)	(5 777)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		3 986	3 456
Charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
- Ajustements pour dotations aux amortissements et provisions		150 950	172 476
- impôts différés		(2 909)	1 773
- plus ou moins values de cession		(2 101)	(2 147)
- gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		1 536	1 473
- autres		6 629	6 895
Capacité d'autofinancement		269 899	292 704
Variation du besoin en fonds de roulement		(87 497)	(116 112)
Flux nets de trésorerie générés par les activités opérationnelles (1)	18.1	182 402	176 592
<u>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</u>			
Décaissements liés à des acquisitions d'immobilisations :			
- immobilisations corporelles et incorporelles		(137 397)	(193 505)
- immobilisations financières		(18 622)	(12 051)
Encaissements liés à des cessions d'immobilisations :			
- immobilisations corporelles et incorporelles		13 669	7 640
- immobilisations financières		11 670	1 719
Incidence des variations de périmètre		(7 750)	(3 758)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	18.2	(138 430)	(199 955)
<u>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</u>			
Dividendes versés		(110 925)	(97 060)
Emissions d'emprunts	16	214 739	370 880
Remboursements d'emprunts	16	(79 669)	(177 816)
Remboursements des dettes locatives	16	(26 562)	(26 566)
Acquisitions d'actions propres		(22 791)	(9 293)
Cessions d'actions propres		26 279	12 133
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		1 071	72 277
Incidence des variations de cours des devises		(49 220)	6 628
Variation de la trésorerie		(4 177)	55 542
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets de découverts bancaires à l'ouverture	13	505 839	439 232
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets de découverts bancaires à la clôture	13	501 662	494 774

(1) :

- Dont flux de trésorerie provenant des impôts sur le résultat : (40,1) millions d'euros au 30 juin 2025 et (33) millions d'euros au 30 juin 2024.

- Dont flux de trésorerie provenant des intérêts décaissés et encaissés : (19,6) millions d'euros au 30 juin 2025 dont (5,3) millions d'euros au titre des frais financiers sur contrats IFRS16 et (30,3) millions d'euros au 30 juin 2024 dont (5,5) millions d'euros au titre des frais financiers sur contrats IFRS16.

État de variation des capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros)	Capital	Primes	Auto - contrôle	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Au 1er janvier 2024	179 600	11 207	(41 891)	3 230 128	(646 331)	2 732 713	285 157	3 017 870
Résultat annuel	-	-	-	103 539	-	103 539	11 017	114 556
Autres éléments du résultat global	-	-	-	5 579	(32 912)	(27 333)	(3 941)	(31 274)
<i>Résultat global</i>	-	-	-	109 118	(32 912)	76 206	7 076	83 282
Dividendes distribués	-	-	-	(88 976)	-	(88 976)	(8 350)	(97 326)
Variation nette des actions propres	-	-	8 431	(4 700)	-	3 731	-	3 731
Variations de périmètre et acquisitions complémentaires	-	-	-	(1 175)	-	(1 175)	351	(824)
Réserves hyperinflation	-	-	-	43 109	-	43 109	5 653	48 762
Autres variations	-	-	-	552	-	552	2	554
Au 30 juin 2024	179 600	11 207	(33 460)	3 288 056	(679 243)	2 766 159	289 889	3 056 049
Au 1er janvier 2025	179 600	11 207	(34 760)	3 478 594	(673 899)	2 960 742	303 480	3 264 222
Résultat annuel	-	-	-	101 738	-	101 738	14 038	115 776
Autres éléments du résultat global	-	-	-	(3 086)	(234 016)	(237 102)	(29 855)	(266 957)
<i>Résultat global</i>	-	-	-	98 652	(234 016)	(135 364)	(15 817)	(151 181)
Dividendes distribués	-	-	-	(89 261)	-	(89 261)	(21 998)	(111 259)
Variation nette des actions propres	-	-	3 918	112	-	4 030	-	4 030
Variations de périmètre et acquisitions complémentaires	-	-	-	7 818	-	7 818	18 248	26 065
Réserves hyperinflation	-	-	-	30 687	-	30 687	3 698	34 385
Autres variations	-	-	-	(3 780)	-	(3 780)	73	(3 708)
Au 30 juin 2025	179 600	11 207	(30 842)	3 522 821	(907 915)	2 774 870	287 683	3 062 553

Principes comptables généraux et périmètre de consolidation

Note 1	Principes comptables généraux
Note 2	Principes comptables relatifs au périmètre de consolidation
Note 3	Faits marquants

Compte de résultat consolidé

Note 4	Chiffre d'affaires
Note 5	Charges de personnel
Note 6	Autres produits, charges et dotations ordinaires
Note 7	Produits, charges et dotations non-ordinaires
Note 8	Résultat financier
Note 9	Impôts sur les résultats

Etat de la situation financière consolidée

Note 10	Immobilisations corporelles et incorporelles
Note 11	Créances et autres actifs non-courants
Note 12	Actifs circulants
Note 13	Equivalents de trésorerie et trésorerie nette
Note 14	Capital social
Note 15	Provisions
Note 16	Endettement net et instruments financiers
Note 17	Fournisseurs et autres dettes
Note 18	Flux de trésorerie

Informations sectorielles**Autres informations**

Note 19	Transactions avec les entreprises liées
Note 20	Événements postérieurs à la clôture
Note 21	Principales sociétés consolidées au 30 juin 2025

NOTE 1 - PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRAUX

1.1 Déclaration de conformité

Conformément au règlement européen n° 1606 / 2002 du Parlement européen du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, les états financiers consolidés de Vicat sont établis, depuis le 1^{er} janvier 2005 conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne. Les normes retenues comme principes comptables de référence sont celles applicables à la date du 30 juin 2025. Les normes et interprétations publiées par l'IASB, mais non encore entrées en vigueur au 30 juin 2025 n'ont pas été appliquées par anticipation dans les comptes consolidés du Groupe à la clôture.

Les comptes consolidés du 30 juin ont été préparés conformément à IAS 34 "Information financière intermédiaire". S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour l'établissement des états financiers consolidés et doivent donc être lus en relation avec ceux établis conformément au référentiel IFRS au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Les comptes consolidés du 30 juin 2025 présentent des informations comparatives pour l'exercice antérieur, établies selon le même référentiel IFRS à l'exception des évolutions normatives mentionnées ci-après, qui n'avaient pas été appliquées par anticipation par le Groupe et qui sont d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2025.

Nouvelles normes applicables à compter du 1^{er} janvier 2025

Un nouveau texte est d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2025 :

- Amendement IAS 21 Absence de convertibilité ;

Ce nouveau texte n'a pas eu d'effet significatif sur les comptes consolidés au 30 juin 2025.

Concernant l'imposition minimale mondiale des groupes d'entreprises multinationales et des groupes nationaux (Pilier II) introduite dans la législation française par la loi de finances pour 2024, le Groupe continue à bénéficier au 30 juin 2025 de l'exemption temporaire introduite par l'amendement IAS 12 – Réforme fiscale internationale, liée à la comptabilisation des impôts différés au titre de Pilier II.

Ces comptes ont été arrêtés et approuvés par le Conseil d'Administration le 25 juillet 2025.

1.2 Base de préparation des états financiers

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros. Les arrondis au millier d'euros le plus proche peuvent, dans certains cas, conduire à des écarts non matériels au niveau des totaux et des sous-totaux figurant dans les tableaux.

L'état du résultat global consolidé est présenté par nature en deux tableaux distincts : le compte de résultat et les autres éléments du résultat global.

Les postes de l'état de la situation financière consolidée sont présentés selon la classification actifs courants / actifs non courants et passifs courants / passifs non courants, en fonction de leur exigibilité (correspondant d'une manière générale aux échéances inférieures ou supérieures à un an).

L'état des flux de trésorerie est présenté selon la méthode indirecte.

Les états financiers ont été établis selon la convention du coût historique, à l'exception des actifs et passifs suivants qui sont enregistrés à la juste valeur : les instruments financiers dérivés, les actifs détenus à des fins de transaction, les actifs disponibles à la vente, la part des actifs et passifs faisant l'objet d'une opération de couverture et les actifs et passifs non monétaires concernés par IAS 29 - "Information financière dans les économies hyperinflationnistes".

Les principes et méthodes comptables exposés ci-après ont été appliqués de manière permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

L'établissement des comptes consolidés selon les normes IFRS implique qu'un certain nombre d'estimations et d'hypothèses ayant une incidence directe sur les états financiers soient faites par la direction du Groupe. Ces estimations reposent sur la continuité de l'exploitation et sont établies en fonction des éléments disponibles à la date de leur réalisation. Elles concernent principalement les hypothèses retenues pour :

- l'évaluation des provisions (note 15),
- l'évaluation des options de vente consenties à des tiers sur actions de filiales consolidées (note 16),
- la valorisation des instruments financiers à la juste valeur et l'exposition au risque de crédit (note 16),
- l'évaluation des impôts différés actifs, et en particulier de la probabilité de disposer de bénéfices imposables futurs suffisants pour les imputer (note 9),
- les estimations des actifs et passifs d'une activité dans le cadre des regroupements d'entreprise (note 10.1),
- les évaluations retenues pour la réalisation des tests de perte de valeur (notes 10.1),
- la définition du traitement comptable à appliquer en l'absence de norme (note 12.1 relatives aux quotas d'émission),
- la définition de certains contrats de location, la détermination de leur durée (période exécutoire), en particulier la qualification des périodes de renouvellement comme étant raisonnablement certaines ou pas, ainsi que la détermination des taux d'actualisation y afférents (note 10.4).

Les estimations et hypothèses sont revues régulièrement, dès que les circonstances le justifient, *a minima* à chaque clôture, et les éléments concernés des états financiers sont actualisés en conséquence.

Incidences des risques climatiques sur les états financiers

Les risques climatiques supportés par le Groupe sont principalement des risques de transition. En effet, du fait de l'intensité énergétique de son activité et du processus de production du clinker, le Groupe est émetteur de gaz à effet de serre. A cet égard, le Groupe s'engage au quotidien dans une transition écologique et environnementale avec pour objectif une réduction progressive de ses émissions de CO₂ des scopes 1, 2 et 3, avec l'ambition d'atteindre la neutralité carbone sur l'ensemble de sa chaîne de valeur à horizon 2050. Cet engagement de transition se reflète dans la planification stratégique du Groupe afin de faire évoluer ses moyens de production (outils et process) et d'orienter ses positionnements de marché (avec le développement de nouveaux produits ou services innovants).

Vicat peut également être exposé sur certains de ses sites de production aux risques physiques liés au changement climatique qui pourraient se manifester par la survenance d'événements météorologiques extrêmes. Ce type d'événement (dont la fréquence peut varier) pourrait d'une part porter atteinte à l'intégrité des sites et d'autre part perturber les opérations des filiales concernées.

Les risques de transition (qu'elle soit initiée par le Groupe ou imposée pour certaines de ses filiales par le cadre réglementaire) ou les risques physiques correspondants peuvent avoir des incidences sur les états financiers du Groupe. Ces risques sont identifiés et évalués à chaque clôture afin de retranscrire de la manière la plus fidèle possible leurs impacts dans les états financiers lorsqu'il est chiffrable :

- Les émissions de Gaz à effet de serre :

Depuis le 1er janvier 2005, les grands établissements industriels européens sont autorisés à acheter et à vendre des quotas d'émissions de gaz à effet de serre. Ce système, reposant sur la Directive ETS (Emissions Trading Scheme), permet aux entreprises européennes dépassant leurs plafonds d'émissions d'acheter des quotas et contribue à atteindre les objectifs de l'UE dans le cadre du protocole de Kyoto. La législation qui régit ces émissions de CO₂ réduit progressivement les quotas alloués gratuitement tout en élargissant le périmètre des installations industrielles qui y sont soumises. Au 31 décembre 2024, le Groupe disposait d'un solde de quotas de 4 773 milliers de tonnes dans le système ETS, non valorisés dans le bilan (pour une valeur de marché de 333 millions d'euros au 30 juin 2025) qu'il entend conserver pour faire face à ses besoins de restitutions des années à venir. Des réglementations sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre sont en développement dans d'autres pays, avec des systèmes parfois équivalents au système ETS, comme en Californie aux Etats-Unis. Le Groupe appelle de ses vœux la mise en place de réglementations applicables à l'ensemble des acteurs, sur les différents marchés où il opère, pour favoriser une action énergique de réduction des émissions tout en permettant la facturation des coûts correspondants aux clients. Toutefois, la diminution des allocations gratuites de quotas ainsi que la hausse des prix de ces derniers peuvent à terme avoir un impact sur les états financiers du Groupe (si le recours à l'achat de quotas payants ne pouvait pas être répercuté dans le prix de vente).

- L'évaluation des immobilisations :

La transition climatique entreprise par le Groupe sur l'ensemble de sa chaîne de valeur s'accompagne d'investissements ciblés d'ici à 2050.

Ces nouveaux investissements ainsi que l'émergence de nouvelles technologies et l'obsolescence de certaines autres pourraient avoir une incidence sur l'estimation de la durée d'utilité ou la valeur résiduelle d'un actif qui se traduirait

dans les comptes par une dépréciation ou une mise à jour des plans d'amortissement (cf note 10.3). A ce jour, le Groupe n'a constaté aucune rupture technologique ou réglementaire ayant un effet significatif sur la valeur résiduelle ou la durée d'utilité des immobilisations. Les risques physiques liés aux aléas climatiques pourraient se traduire principalement par des dommages sur nos installations et par des coûts de remise en état généralement couverts par des polices d'assurances spécifiques.

- L'évaluation des stocks :

La transition climatique pourrait engendrer l'obsolescence de certains stocks ou générer de nouveaux coûts de production. Si la valeur nette de réalisation devenait inférieure à la valeur comptable des stocks, le Groupe pourrait être amené à constater une dépréciation (cf note 12.1). La rotation rapide des principaux éléments constituant les stocks du Groupe nous permet d'exclure le risque d'obsolescence de ces derniers sans pour autant exclure d'éventuelles dépréciations ou pertes liées aux risques physiques imputables à des aléas climatiques.

- L'évaluation des provisions :

Les provisions présentées dans les états financiers consolidés répondent aux obligations et législations actuelles des différentes géographies où opère le Groupe y compris celles relatives aux enjeux climatiques (cf note 15.2). Ces évaluations sont revues périodiquement afin de prendre en compte toutes les nouvelles obligations liées aux enjeux climatiques.

- Les tests de dépréciation des goodwill :

Le Groupe s'assure que les hypothèses retenues pour ces tests tiennent bien compte de toutes les obligations réglementaires connues liées au climat et des conséquences qu'elles peuvent entraîner sur les flux de trésorerie futurs dans le respect de la méthodologie imposée par la norme IAS 36 (chiffre d'affaires, coûts, investissements, etc...) (cf note 10.1).

Le Groupe a ainsi intégré dans ses hypothèses de flux de trésorerie futurs les impacts « climat » liés aux éléments législatifs et réglementaires connus et qu'il est possible d'estimer tels que l'évolution des règlements ETS (*Emission Trading Scheme*) en Europe, la réglementation *Cap-and-Trade* en Californie, ainsi que les impacts liés aux projets relatifs à la stratégie de décarbonation. Cela s'est traduit par la prise en compte des éléments suivants :

- Le coût des nouvelles technologies de décarbonation qui seront mises en place conformément à la stratégie poursuivie par le Groupe :
 - l'amélioration de l'efficacité énergétique thermique et électrique et la mise en service de nouvelles lignes de production modernes (par exemple le four 6 à Rufisque au Sénégal en 2025) ;
 - la production d'énergies renouvelables et à faibles émissions ;
 - la substitution des combustibles fossiles ;
 - la réduction du taux de clinker dans le ciment ;
 - les projets de captage, stockage ou utilisation du CO2 quand ils sont démarrés ;
 - la mobilité décarbonée.

- Les impacts de ces nouvelles technologies sur les prix de vente des ciments et bétons décarbonés par rapport aux ciments et bétons traditionnels, ainsi que la prise en compte d'éventuelles subventions obtenues au titre de ces différents projets.

Le coût de la consommation des quotas de CO2 stockés depuis plusieurs années dans les pays du Groupe soumis à une réglementation carbone (France, Suisse, Italie, Etats-Unis). Le Groupe estime que ses quotas de CO2 acquis à titre gratuit seront suffisants pour couvrir ses besoins au moins jusqu'à l'horizon 2030, raison pour laquelle aucun coût d'acquisition de quotas carbone n'a été intégré dans les flux de trésorerie utilisés pour les tests de perte de valeur. En effet, au-delà de 2030, le Groupe estime que les surcoûts liés aux acquisitions éventuelles de quotas carbone ou de mise en place de technologies de décarbonation totale seront intégralement répercutés sur les prix de vente, ne dégradant donc pas les flux de trésorerie correspondants. Cependant, il est pour le moment difficile pour le Groupe d'estimer au-delà de 2030 les technologies qui seront mises en place pour décarboner ses activités, les changements réglementaires envisagés sur ses différents marchés, et les impacts sur ses clients. Les hypothèses de flux de trésorerie au-delà de l'année 2030 sont donc estimées au mieux des connaissances à aujourd'hui de ces éléments. Les hypothèses d'investissements technologiques seront incluses ou mises à jour dans les tests de dépréciation au fur et à mesure de la validation de ces derniers par le Groupe et d'une meilleure compréhension des changements technologiques, réglementaires et commerciaux. Les hypothèses de subventions ainsi que des hausses des prix de vente correspondant à ces investissements technologiques seront également prises en compte de manière simultanée.

2.1 Principes de consolidation

Lors d'une acquisition, les actifs et passifs de la société acquise sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition.

Les résultats des sociétés acquises ou cédées en cours d'exercice sont retenus dans le compte de résultat consolidé pour la période postérieure ou antérieure, selon le cas, à la date d'acquisition ou de cession.

La consolidation est réalisée à partir des comptes semestriels des sociétés arrêtés au 30 juin et retraités, s'il y a lieu, en harmonisation avec les principes comptables du Groupe. Les soldes et toutes les transactions internes sont éliminés dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés.

Filiales

Les sociétés dans lesquelles le groupe Vicat a le pouvoir de contrôle, seul, directement ou indirectement, sont consolidées par intégration globale.

Le contrôle existe lorsque le Groupe :

- détient le pouvoir sur une entité ;
- est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité ;
- et a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

Par ailleurs, le Groupe apprécie le contrôle exercé sur une entité chaque fois que des faits et circonstances indiquent qu'un élément d'appréciation du contrôle est modifié.

Coentreprises et Entreprises associées

Les coentreprises, dont le contrôle est partagé et qui peuvent faire l'objet d'une exploitation en commun par un nombre limité d'actionnaires et les entreprises associées, participations sur lesquelles Vicat exerce une influence notable, sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence est présentée sur deux lignes distinctes du compte de résultat.

Le résultat des sociétés mises en équivalence dont l'activité principale est le prolongement de l'activité opérationnelle du Groupe est présenté dans le résultat opérationnel sur la ligne "Autres produits et charges ordinaires" et pour les autres mises en équivalence, leur résultat est regroupé sur la ligne "quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence" dans le résultat avant impôts.

Les goodwill dégagés lors de l'acquisition de ces participations sont présentés sur la ligne "participations dans des entreprises associées".

Lorsque le contrôle conjoint est avéré et que la forme légale du véhicule juridique établit une transparence entre le patrimoine des coparticipants et celui du partenariat, la coentreprise est qualifiée d'activité conjointe. Ce type de partenariat est alors comptabilisé dans les comptes du Groupe ligne à ligne à hauteur de sa quote-part effective.

La liste des principales sociétés consolidées au 30 juin 2025 figure dans la note 21.

2.2 Regroupement d'entreprises

A compter du 1^{er} janvier 2010, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en application des normes IFRS 3 révisée "Regroupements d'entreprises" et IAS 27 révisée "Etats financiers consolidés et individuels". Ces normes étant d'application prospective, elles sont sans incidence sur les regroupements d'entreprises réalisés avant le 1^{er} janvier 2010.

Regroupements d'entreprises réalisés avant le 1^{er} janvier 2010

Ils sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Les *goodwills* (cf. note 10.1) issus des regroupements d'entreprises effectués à compter du 1^{er} janvier 2004 sont évalués dans la devise de l'entreprise acquise. En application de l'option offerte par IFRS 1, les regroupements d'entreprises réalisés avant la date de transition du 1^{er} janvier 2004 n'ont pas été retraités et les *goodwills* y afférents ont été maintenus pour leur valeur nette figurant au bilan établi selon les principes français au 31 décembre 2003.

En cas d'excédent de la quote-part d'intérêts dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis par rapport au coût ("badwill"), la totalité de cet excédent résiduel est constatée dans le résultat de l'exercice d'acquisition, sauf en cas d'acquisition d'intérêts minoritaires d'une entreprise déjà intégrée globalement, pour lesquels cet excédent est constaté dans les capitaux propres.

Les valeurs des actifs et passifs acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises doivent être déterminées de manière définitive dans un délai de 12 mois à compter de la date d'acquisition. Ces valeurs peuvent donc faire l'objet d'ajustements lors des clôtures de comptes intervenant durant ce délai.

Les intérêts minoritaires sont évalués sur la base de leur quote-part dans la juste valeur des actifs nets acquis.

Lorsque le regroupement s'effectue par achats successifs, chaque transaction significative est traitée séparément et donne lieu à une évaluation des actifs et passifs acquis et à la détermination d'un *goodwill*.

Regroupements d'entreprises réalisés à compter du 1^{er} janvier 2010

La norme IFRS 3 révisée "Regroupements d'entreprises", d'application obligatoire pour les regroupements réalisés à compter du 1^{er} janvier 2010, a introduit principalement les modifications suivantes par rapport à la précédente norme IFRS 3 (avant révision) :

- la détermination du goodwill en une seule fois, lors de la prise de contrôle. Le Groupe a alors le choix, pour chaque regroupement d'entreprise, lors de la prise de contrôle, d'évaluer les intérêts minoritaires :
 - soit à leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise (option du goodwill "partiel"),
 - soit à leur juste valeur (option du goodwill "complet").

L'évaluation à la juste valeur des intérêts minoritaires a pour effet d'augmenter le goodwill à hauteur de la part attribuable à ces intérêts minoritaires, se traduisant par la constatation d'un goodwill dit "complet" :

- la comptabilisation de tout ajustement du prix d'acquisition à la juste valeur dès la date d'acquisition, tout ajustement ultérieur survenant au-delà du délai d'affectation de 12 mois à compter de la date d'acquisition étant comptabilisé en résultat ;
- la constatation des coûts liés au regroupement d'entreprise en charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus ;
- dans le cas des regroupements réalisés par étapes, lors de la prise de contrôle, la réévaluation de la participation antérieurement détenue dans l'entreprise acquise à la juste valeur à la date d'acquisition et la comptabilisation de l'éventuel profit ou perte qui en découle en résultat.

2.3 Monnaies étrangères

Transactions en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur à la date d'opération. A la clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au cours de change de clôture de l'exercice et les différences de change qui en résultent sont comptabilisées au compte de résultat.

Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les actifs et passifs des sociétés du Groupe libellés en devises étrangères, et ne faisant pas l'objet de couverture, sont convertis en euros, en appliquant le cours de change en vigueur à la date de clôture. Les produits et charges du compte de résultat, hors pays dont les économies sont qualifiées d'hyperinflationnistes, et les flux du tableau des flux de trésorerie sont convertis en euro en appliquant le cours moyen de l'exercice. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits directement en capitaux propres.

En cas de cession ultérieure, le montant cumulé des écarts de change afférents à l'investissement net cédé libellé en devise étrangère est constaté en résultat. En application de l'option offerte par IFRS 1, les écarts de conversion accumulés avant la date de transition ont été reclassés en report à nouveau à cette date. Ils ne donneront pas lieu à comptabilisation en résultat en cas de cession ultérieure de ces investissements libellés en devise étrangère.

Les cours utilisés pour la conversion des monnaies étrangères sont les suivants :

	30 juin 2025		30 juin 2024	
	Clôture	Moyen	Clôture	Moyen
Réal brésilien	6,40	6,29	5,89	5,49
Franc suisse	0,93	0,94	0,96	0,96
Livre égyptienne	58,18	55,18	51,40	44,98
Roupie indienne	100,52	94,16	89,25	89,98
Tengué kazakh	612,67	560,12	498,34	485,50
Ouguiya mauritanien	46,73	43,49	42,36	42,69
Livre turque	46,96	NA	35,19	NA
Dollar américain	1,18	1,09	1,07	1,08
Franc CFA	655,96	655,96	655,96	655,96

NOTE 3 - FAITS MARQUANTS

Environnement macroéconomique et activité

Les résultats de la **France** ont été impactés par la poursuite de la baisse des volumes liée à la faiblesse du marché résidentiel. Les prix du ciment sont restés stables sur la période alors que les coûts fixe ont augmenté (inflation salariale).

En **Europe (hors France)**, les résultats progressent sur la période, notamment grâce à la bonne performance des activités Ciment et Béton & Granulats. En effet, l'activité Ciment a enregistré un troisième trimestre consécutif de hausse des volumes.

Les résultats de la **zone Amériques** sont impactés par un ralentissement de l'activité aux Etats-Unis lié à un marché résidentiel qui reste atone et à un contexte d'incertitudes politiques qui limite la visibilité. La bonne performance opérationnelle au Brésil au premier semestre a été neutralisée par l'effet défavorable du change (dépréciation du real brésilien face à l'euro).

Les résultats du Groupe sont en retrait en **Asie** du fait d'un environnement concurrentiel tendu en Inde, qui a notamment pesé sur les prix au premier trimestre, et de la hausse des coûts au Kazakhstan. Malgré une base de comparaison défavorable, l'activité Ciment en Inde a montré des signes d'amélioration avec un redressement des prix au deuxième trimestre, un ralentissement de la baisse des volumes et des coûts maîtrisés.

Les résultats du Groupe en **Méditerranée** progressent fortement suite à la poursuite de la dynamique en Egypte, notamment grâce aux exports et à l'amélioration de l'activité en Turquie où les perspectives sectorielles semblent s'améliorer. La zone reste impactée par la forte dépréciation des devises turque et égyptienne face à l'euro sur la période.

Les résultats du Groupe en **Afrique** ont été impactés par la baisse des prix de vente du ciment et une hausse des achats de clinker au Sénégal, ainsi que par des perturbations politiques au Mali. La priorité du Groupe reste la montée en

puissance du four 6 qui a produit son premier clinker le 8 juin 2025 et dont la première contribution à l'EBITDA est attendue au second semestre 2025.

Volatilité des cours de change et impacts sur le compte de résultat

Le compte de résultat du premier semestre 2025 a été impacté par la forte dépréciation par rapport à l'euro de la livre turque, de la livre égyptienne et dans une moindre mesure de la roupie indienne. Ces effets ont été partiellement compensés par la dépréciation de l'euro vis-à-vis du franc suisse. Il en résulte sur la période un effet de change négatif de (93) millions d'euros sur le chiffre d'affaires consolidé et de (17) millions d'euros sur l'EBITDA.

Les capitaux propres consolidés enregistrent, quant à eux, des écarts de conversion négatifs sur le premier semestre 2025 pour un montant global de (264) millions d'euros.

Définition des indicateurs de gestion

EBITDA

L'EBITDA (Earnings Before Interest, Tax, Depreciation and Amortization / Résultat avant Intérêts, Impôts, Amortissements et Provisions) se calcule en sommant le chiffre d'affaires, les achats consommés, les charges de personnel, les impôts et taxes d'exploitation et les autres charges et produits ordinaires.

EBIT courant

L'EBIT courant (Earnings Before Interest and Tax / Résultat avant intérêts et Impôts) se calcule en sommant l'EBITDA et les dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations ordinaires.

NOTE 4 - CHIFFRE D'AFFAIRES

Méthode comptable

Chiffre d'affaires

Conformément à IFRS 15, le chiffre d'affaires est comptabilisé lors du transfert du contrôle du bien ou du service au client, correspondant le plus souvent, compte tenu de la nature des activités du Groupe, à la date de livraison physique. Il est constaté pour un montant qui reflète le paiement que l'entité s'attend à recevoir en contrepartie de ce bien ou service, net des remises et ristournes commerciales et après déduction des droits d'accises collectés par le Groupe dans le cadre de son activité. Il comprend les coûts de transport et de manutention facturés aux clients. Les ventes du Groupe sont majoritairement constituées de biens et services ne formant qu'une seule obligation de prestation dans la mesure où la promesse de fournir le service ou le bien ne peut pas être identifiée séparément, le groupe Vicat proposant à ses clients des services intégrés à la fourniture du produit.

Saisonnalité

La demande dans les activités du Ciment, du Béton prêt à l'emploi et des Granulats est saisonnière et tend à diminuer en hiver dans les pays tempérés et pendant la saison des pluies dans les pays tropicaux. Le Groupe enregistre par conséquent généralement un chiffre d'affaires plus bas aux premier et quatrième trimestres, pendant la saison hivernale sur les principaux marchés d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord. Aux deuxième et troisième trimestres, en revanche, le chiffre d'affaires est plus élevé, du fait de la saison estivale propice aux constructions.

(en milliers d'euros)	30 juin 2025	30 juin 2024
Ventes de biens	1 731 162	1 783 884
Ventes de services	153 950	153 406
Chiffre d'affaires	1 885 112	1 937 290

Evolution du chiffre d'affaires à périmètre et taux de change constants

(en milliers d'euros)	30 juin 2025 Périmètre et change constants	Variations de périmètre	Variations de change	30 juin 2025	30 juin 2024
Chiffre d'affaires	1 941 323	37 263	(93 474)	1 885 112	1 937 290

NOTE 5 - CHARGES DE PERSONNEL

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2025	30 juin 2024
Salaires et traitements	(239 237)	(228 468)
Charges sociales	(74 243)	(69 420)
Participation des salariés (sociétés françaises)	(3 953)	(3 920)
Charges de personnel	(317 433)	(301 808)
<i>Effectifs moyens des sociétés intégrées</i>	10 159	9 955

L'Assemblée Générale et le Conseil d'Administration du 9 avril 2021 ont décidé la mise en place d'un plan d'attribution gratuites d'actions de 271 497 actions qui seront livrées par tranches annuelles, sur une durée variable selon les bénéficiaires pouvant aller jusqu'en 2037. Au titre du 1^{er} semestre 2025, le montant enregistré en charges de personnel au titre de ce plan s'élève à 1,3 millions d'euros.

Nombre total d'actions attribuées	271 497
Nombre d'actions définitivement attribuées au 30 juin 2025	119 498
Nombre cumulé d'actions caduques ou annulées	-
Solde d'actions restant à attribuer au 30 juin 2025	151 999

NOTE 6 - AUTRES PRODUITS, CHARGES ET DOTATIONS ORDINAIRES

Méthode comptable

Il s'agit de charges et produits qui émanent de l'activité opérationnelle du Groupe, mais qui ne sont pas engagés dans le cadre du processus direct de production ou de l'activité commerciale. Ces charges et produits concernent notamment les indemnités d'assurances, les redevances de brevets, les ventes d'excédents de CO₂, les revenus locatifs et immeubles de placement, la quote-part des résultats des sociétés mise en équivalence opérationnelles c'est-à-dire en lien avec les activités du Groupe, les revenus locatifs et immeubles de placement, et certaines charges liées à des sinistres ou litiges ainsi que certaines subventions d'exploitation.

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2025	30 juin 2024
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations	(126 165)	(128 999)
Dotations nettes aux amortissements des droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	(27 921)	(27 414)
Dotations nettes aux provisions	(7 604)	(8 973)
Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations ordinaires	(161 690)	(165 387)
Résultat sur cessions d'actifs	2 101	1 577
Produits des immeubles de placement et de locations d'actifs	4 031	3 948
Subventions d'exploitation	2 505	1 755
Autres (1)	14 092	14 960
Autres produits et charges ordinaires	22 729	22 240

(1) Au 30 juin 2025, la catégorie "Autres" est composée de 4,6 millions d'euros de crédits sur la taxe sur les biens en circulation (ICMS - Imposto sobre Circulação de Mercadorias e Serviços) au Brésil à la suite d'un accord avec le gouvernement fédéral Brésilien dans le cadre du développement économique de CIPLAN et, de 2,8 millions d'euros de quote-part de résultat des sociétés associées opérationnelles (5,6 millions d'euros au 30 juin 2024).

NOTE 7 - PRODUITS, CHARGES ET DOTATIONS NON-ORDINAIRES

Méthode comptable

Il s'agit de charges et produits qui émanent d'événements non récurrents dans la performance du Groupe. On retrouve par exemple parmi ces produits ou charges les plus ou moins-values de cession d'actif significatives et inhabituelles, les dépréciations non récurrentes ainsi que certaines charges de restructuration.

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2025	30 juin 2024
Produits et charges non ordinaires	(13 529)	7 496
Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations non ordinaires	28 233	(9 987)
Total	14 704	(2 491)

NOTE 8 - RÉSULTAT FINANCIER

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2025	30 juin 2024
Produits d'intérêts sur opérations de financement et de trésorerie	22 819	27 381
Charges d'intérêts sur opérations de financement et de trésorerie	(34 706)	(50 400)
Charges d'intérêts sur obligations locatives	(5 276)	(5 461)
Variation de juste valeur des instruments financiers dérivés	(1 536)	(1 479)
Coût de l'endettement financier net	(18 699)	(29 959)
Dividendes	873	405
Gains de change	9 783	9 473
Variation de juste valeur des actifs et passifs financiers	-	532
Reprises financières de provisions	77	92
Frais financiers capitalisés	6 903	6 882
Autres produits	1 213	6 105
Autres produits financiers	18 849	23 489
Pertes de change	(12 415)	(14 067)
Variation de juste valeur des actifs et passifs financiers	-	(526)
Dotations financières aux provisions	(7 471)	(6 141)
Charge d'actualisation	(1 033)	(1 297)
Perte sur la situation monétaire nette (IAS 29)	(4 604)	(6 517)
Autres charges	(2 507)	(4 136)
Autres charges financières	(28 030)	(32 683)
Résultat financier	(27 880)	(39 153)

Méthode comptable

Les impôts différés sont calculés avec les taux d'impôts, dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, et qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture.

Les impôts différés sont déterminés sur la base d'une analyse bilantielle, pour les différences temporelles identifiées dans les filiales du Groupe entre les valeurs dans l'état de la situation financière consolidé et les valeurs fiscales des éléments d'actif et de passif.

Des impôts différés sont constatés pour toutes les différences temporelles, y compris sur le retraitement des contrats de location, sauf si la différence temporelle est générée par un goodwill. Les impôts différés actif et passif sont compensés au niveau de chaque entité fiscale.

Conformément au nouvel amendement relatif aux impôts différés actifs et passifs issus d'une transaction unique, par exemple les contrats de location, une analyse des impacts a été menée sur les droits d'utilisation générant des impôts différés passifs et les dettes de loyers générant des impôts différés actifs.

Lorsque le solde correspond à une créance, un impôt différé actif est constaté s'il est probable que la société disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels elle pourra imputer les actifs d'impôts considérés. Une incertitude concernant le traitement comptable des risques liés aux impôts sur le résultat et à la non-acceptation par les autorités fiscales du traitement fiscal retenu est comptabilisée en actif / passif d'impôts sur le résultat en fonction du caractère probable de réalisation qui ne tient pas compte de la probabilité de non-détection par l'administration fiscale. Chaque incertitude, analysée individuellement, est évaluée, soit en utilisant le montant le plus probable, soit par la moyenne pondérée des différents scénarii possibles.

Composante de la charge d'impôt

(en milliers d'euros)	30 juin 2025	30 juin 2024
Impôts exigibles	(44 196)	(29 999)
Impôts différés	2 909	(1 773)
Total	(41 287)	(31 772)

Concernant l'imposition minimale mondiale des groupes d'entreprises multinationales et des groupes nationaux (Pilier II) introduite dans la législation française par la loi de finances pour 2024, le Groupe se prévaut des régimes de protection prévus par la loi qui permettent, à l'aide de tests effectués notamment à partir des données de la déclaration pays par pays, de réputer que l'impôt complémentaire est égal à 0.

Impôts différés actifs non comptabilisés

Les actifs d'impôts différés non comptabilisés au 30 juin 2025, s'élèvent à 4,4 millions d'euros (4,0 millions d'euros au 31 décembre 2024).

NOTE 10 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

10.1. Goodwill

Méthode comptable

Dépréciation des actifs non courants

Conformément à IAS 36 et IFRS 3 révisée, les valeurs comptables des actifs à durée de vie indéfinie sont revues à chaque clôture annuelle et en cours d'exercice en cas d'indice de perte de valeur. Pour les actifs à durée de vie définie, les valeurs sont revues seulement si des indices de pertes de valeur montrent une dépréciation probable.

Une perte de valeur doit être comptabilisée en charge au compte de résultat, dès lors que la valeur comptable de l'actif excède sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est le montant le plus élevé de la juste valeur diminuée des coûts de cession et de la valeur d'utilité. Cette dernière est déterminée selon la méthode de projection des flux futurs de trésorerie actualisés sur une durée de 10 ans, augmentée de la valeur terminale calculée sur la base d'une projection à l'infini du cash-flow opérationnel de la dernière année.

Cette durée est en phase avec l'intensité capitalistique des activités du Groupe et la longévité des outils industriels.

Les cash flows prévisionnels sont déterminés après impôt sur la base des éléments suivants, inflatés puis actualisés :

- l'EBITDA issu du Plan Long Terme sur les 5 premières années, puis projeté jusqu'à l'année 10,
- les investissements de maintien,
- et la variation du Besoin en Fonds de Roulement.

Hypothèses, estimations et jugements

Dépréciations des actifs non-courants

Les hypothèses qui servent au calcul des tests de dépréciation émanent des prévisions construites par les opérationnels, au plus près de leur connaissance du marché, du positionnement commercial des activités et des performances de l'outil industriel. Ces prévisions intègrent l'impact de l'évolution prévisible de la consommation cimentière en fonction des données macro-économiques et sectorielles (sources internes et externes), de la demande en matériaux de construction durables dans les pays concernés, des changements susceptibles de modifier la situation concurrentielle, des améliorations techniques apportées aux processus de fabrication, l'impact des investissements et des dépenses opérationnelles liés à la stratégie climatique engagée par le Groupe, ainsi que de l'évolution attendue du coût des principaux facteurs de production contribuant au prix de revient des produits.

Les flux de trésorerie avant frais financiers mais après impôts projetés sont actualisés au coût moyen pondéré du capital (CMPC ou WACC). L'utilisation d'un taux après impôts aboutit à la détermination de valeurs recouvrables identiques à celles obtenues en utilisant des taux avant impôts avec des flux de trésorerie non fiscalisés. Le taux d'actualisation est calculé par pays en tenant compte du coût de l'argent sans risque à long-terme, du risque de marché pondéré par un facteur de volatilité sectorielle, d'une prime de taille, ainsi que d'une prime de risque pays, reflétant les risques spécifiques du marché sur lequel opère l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) concernée.

Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer la valeur d'utilité d'un actif isolé, celle-ci est appréciée au niveau de l'UGT à laquelle l'actif appartient (défini par IAS 36 comme étant le plus petit groupe identifiable d'actifs générant des entrées de trésorerie indépendantes), dans la mesure où les installations industrielles, les produits et les marchés constituent un ensemble cohérent.

L'analyse a ainsi été menée au niveau de chaque zone géographique / marché / activité, et les UGT ont été déterminées en fonction de l'existence ou non d'une intégration verticale entre les activités du Groupe exercées sur la zone concernée.

Ces tests de dépréciation sont sensibles aux hypothèses retenues pour chaque UGT, principalement en matière :

- de taux d'actualisation, tel que précédemment défini,
- de taux d'inflation, devant refléter l'évolution des prix de vente et des coûts futurs attendus,
- de taux de marge d'EBITDA normatif,
- de taux d'investissement à long terme,
- de taux de croissance à l'infini.

Des tests de sensibilité à l'augmentation ou la diminution du taux d'actualisation et du taux de croissance à l'infini retenus sont réalisés à chaque clôture annuelle afin de mesurer l'incidence sur la valeur des UGT du Groupe. Par ailleurs, le taux d'actualisation intègre une prime de risque pays et une prime de risque sectoriel traduisant la cyclicité de certains facteurs opérationnels inhérents au secteur d'activité, ce qui permet d'appréhender la volatilité de certaines composantes du prix de revient, sensible notamment aux coûts énergétiques.

Les pertes de valeurs constatées sont réversibles et font l'objet d'une reprise en cas de diminution, à l'exception de celles afférentes aux goodwill, qui sont définitives.

La variation des *goodwills* nets s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	30 juin 2025	31 décembre 2024
Ouverture	1 158 932	1 185 026
Variations de périmètre	15 904	(3 509)
Variations de change	(45 972)	(17 120)
Autres mouvements	(1)	(5 465)
Clôture	1 128 863	1 158 932

Les variations de périmètre représentent principalement les goodwill provisoires d'acquisitions en France.

Les *goodwills* se répartissent comme suit par UGT :

	30 juin 2025	31 décembre 2024
UGT Inde	188 064	210 626
UGT Afrique de l'Ouest Ciment (1)	117 910	117 910
UGT France-Italie	250 910	235 006
UGT Suisse	143 806	143 479
UGT Brésil	139 794	139 999
UGT Etats Unis	115 752	131 304
Autres UGT cumulées	172 627	180 608
TOTAL	1 128 863	1 158 932

1) Le principal contributeur de l'UGT Afrique de l'Ouest Ciment est le Sénégal

Après analyse, le Groupe n'a pas noté d'indices de perte de valeur sur les UGT du Groupe et n'a donc pas procédé à des tests d'impairment des *goodwills* au 30 juin 2025.

10.2. Autres immobilisations incorporelles

Méthode comptable

Les autres immobilisations incorporelles (brevets, droits et logiciels principalement) sont inscrites dans l'état de la situation financière consolidée au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur éventuelles. Ce coût comprend le coût d'acquisition ou de production et tous les autres coûts directement attribuables engagés pour l'acquisition ou la production de l'actif et pour sa mise en service. Les immobilisations à durée de vie définie sont amorties sur leur durée d'utilité (durée n'excédant pas 15 ans pour l'essentiel) selon le mode linéaire, ou, s'agissant des droits miniers, au fur et à mesure des extractions. Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges de l'exercice où elles sont encourues. Les frais de développement répondant aux critères d'activation définis par IAS 38 sont immobilisés.

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	Concessions, brevets & droits similaires	Logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations incorporelles en cours	Total
Au 1er janvier 2024	131 948	86 295	105 733	11 959	335 935
Acquisitions	428	1 913	597	4 398	7 336
Cessions	(1)	(5 759)	(505)	(138)	(6 402)
Variations de périmètre	-	490	(11 171)	77	(10 604)
Variations de change	(7 269)	(507)	(2 822)	(174)	(10 772)
Autres mouvements	1 699	5 438	4 312	(6 383)	5 066
Au 31 décembre 2024	126 804	87 869	96 144	9 739	320 557
Acquisitions	18	845	25	3 978	4 866
Cessions	-	(392)	-	-	(392)
Variations de périmètre	6	3	491	-	500
Variations de change	(714)	(339)	(4 786)	(113)	(5 952)
Autres mouvements	71	2 925	3 437	(3 020)	3 413
Au 30 juin 2025	126 185	90 911	95 311	10 584	322 991
Amortissements et pertes de valeur (en milliers d'euros)	Concessions, brevets & droits similaires	Logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations incorporelles en cours	Total
Au 1er janvier 2024	(34 708)	(64 178)	(62 876)	-	(161 762)
Augmentation	(2 056)	(7 881)	(3 698)	-	(13 635)
Diminution	1	4 922	218	-	5 141
Variations de périmètre	-	(337)	9 206	-	8 869
Variations de change	953	300	1 156	-	2 409
Autres mouvements	(124)	86	(2 908)	-	(2 947)
Au 31 décembre 2024	(35 935)	(67 089)	(58 901)	-	(161 924)
Augmentation	(797)	(3 637)	(1 579)	-	(6 013)
Diminution	-	148	-	-	148
Variations de périmètre	-	(3)	(406)	-	(409)
Variations de change	402	299	3 895	-	4 596
Autres mouvements	(2)	3	(1 316)	-	(1 315)
Au 30 juin 2025	(36 332)	(70 279)	(58 307)	-	(164 918)
Valeur Nette Comptable au 31 décembre 2024	90 870	20 781	37 244	9 739	158 634
Valeur Nette Comptable au 30 juin 2025	89 853	20 632	37 004	10 584	158 073

Aucun frais de développement n'a été immobilisé au 30 juin 2025 (0,4 million d'euros au 31 décembre 2024).

10.3. Immobilisations corporelles

Méthode comptable

Les immobilisations corporelles sont inscrites dans l'état de la situation financière consolidée au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur éventuelles, en appliquant l'approche par composants prévue par IAS 16. Lorsqu'une immobilisation corporelle comporte des composants significatifs ayant une durée d'utilité différente, ces derniers sont amortis sur leur durée d'utilité spécifique, selon le mode linéaire, à compter de leur date de mise en service.

Les gisements sont amortis au prorata des tonnages extraits dans l'année par comparaison aux réserves totales estimées. Certains terrains de sociétés françaises acquis avant le 31 décembre 1976 ont fait l'objet d'une réévaluation, maintenue dans les comptes, dont l'impact sur les postes concernés n'est pas significatif.

Les intérêts d'emprunts supportés pour financer la réalisation des investissements pendant la période précédant leur mise en service sont immobilisés. Sont également capitalisées les différences de change résultant des emprunts en monnaie étrangère dans la mesure où elles sont assimilées à un ajustement des coûts d'intérêts et dans la limite de la charge d'intérêts qui aurait été supportée au titre d'un emprunt en monnaie locale.

Les principales durées d'amortissement sont les suivantes en fonction des catégories d'actifs concernés :

	Actifs ciment	Actif béton et granulats
Génie civil	15 à 30 ans	15 ans
Gros matériel	15 à 30 ans	10 à 15 ans
Équipements annexes	8 ans	5 à 10 ans
Électricité	15 ans	5 à 10 ans
Automatismes et instrumentations	5 ans	5 ans

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	Terrains & constructions	Installations industrielles	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et avances / acomptes	Total
Au 1er janvier 2024	1 618 534	4 047 068	154 117	377 340	6 197 060
Acquisitions	19 370	44 828	3 834	269 061	337 092
Cessions	(20 414)	(31 232)	(8 537)	(39)	(60 222)
Variations de périmètre	633	(12 054)	67	(21)	(11 375)
Variations de change	(27 453)	6 281	(4 743)	(5 031)	(30 946)
Reclassement	58 201	151 018	1 652	(205 804)	5 066
Autres mouvements (1)	45 550	169 335	3 808	(5 328)	213 365
Au 31 décembre 2024	1 694 421	4 375 244	150 198	430 178	6 650 041
Acquisitions	4 262	8 869	2 080	112 422	127 633
Cessions	(179)	(8 069)	(1 059)	-	(9 307)
Variations de périmètre	14 772	14 059	2 323	108	31 262
Variations de change	(90 347)	(311 477)	(5 568)	(4 208)	(411 600)
Reclassement	6 860	45 526	(1 552)	(53 032)	(2 198)
Autres mouvements (1)	19 193	70 076	1 724	126	91 119
Au 30 juin 2025	1 648 982	4 194 228	148 146	485 594	6 476 950

Amortissements et pertes de valeur (en milliers d'euros)	Terrains & constructions	Installations industrielles	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et avances / acomptes	Total
Au 1er janvier 2024	(817 503)	(2 687 807)	(109 356)	-	(3 614 666)
Augmentation	(51 993)	(185 173)	(7 898)	-	(245 064)
Diminution	11 986	28 934	8 374	-	49 294
Variations de périmètre	1 433	7 383	67	-	8 883
Variations de change	9 792	8 583	3 136	-	21 511
Reclassement	2 156	(7 523)	(544)	-	(5 911)
Autres mouvements (1)	(17 005)	(119 716)	(3 205)	-	(139 926)
Au 31 décembre 2024	(861 135)	(2 955 319)	(109 426)	-	(3 925 880)
Augmentation	(25 841)	(90 212)	(3 799)	-	(119 852)
Diminution	132	7 159	864	-	8 155
Variations de périmètre	(8 143)	(9 674)	(1 659)	-	(19 476)
Variations de change	41 723	198 453	4 291	-	244 467
Reclassement	-	(2 873)	2 878	-	5
Autres mouvements (1)	(7 514)	(52 133)	(1 427)	-	(61 074)
Au 30 juin 2025	(860 778)	(2 904 599)	(108 278)	-	(3 873 654)
Valeur Nette Comptable au 31 décembre 2024	833 285	1 419 925	40 772	430 178	2 724 161
Valeur Nette Comptable au 30 juin 2025	788 204	1 289 629	39 868	485 594	2 603 295

(1) Dont effet de l'application d'IAS 29

Les immobilisations corporelles en cours totalisent 467 millions d'euros au 30 juin 2025 (410 millions d'euros au 31 décembre 2024) et les avances et acomptes versés sur immobilisations corporelles représentent 18 millions d'euros au 30 juin 2025 (20 millions d'euros au 31 décembre 2024). Le montant des engagements contractuels pour l'acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles s'élève à 92 millions d'euros au 30 juin 2025 (82 millions d'euros au 31 décembre 2024).

Les intérêts capitalisés au cours de la période s'élèvent à 6,9 millions d'euros (14,2 millions d'euros au 31 décembre 2024).

10.4. Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location

Méthode comptable

Les contrats de location, à l'exception de ceux entrant dans le champ des exemptions prévues par la norme IFRS 16, sont comptabilisés au bilan, dès la mise à disposition de l'actif sous-jacent des contrats, avec la constatation à l'actif d'un droit d'utilisation et au passif d'une obligation locative. La composante services du contrat de location, et notamment celle relative au transport, est identifiée lors de l'analyse et traitée séparément de la composante location. Sont qualifiés de contrat de location tous les contrats qui confèrent au preneur le droit de contrôler l'utilisation d'un actif identifié pour au moins 12 mois moyennant une contrepartie.

Les exemptions prévues par la norme IFRS 16 et appliquées par le Groupe, dont les paiements ne sont pas pris en compte dans l'obligation locative et le droit d'utilisation sont les suivantes :

- les paiements relatifs aux contrats de location de courte durée (inférieure ou égale à 12 mois) ;
- les paiements relatifs aux contrats de location portant sur des actifs de faible valeur (< 5 000 USD ou équivalent) ;
- les paiements relatifs à la composante de service du contrat de location, dès lors qu'elle est identifiable et mesurable ;
- ainsi que les paiements relatifs aux contrats de location portant sur des actifs incorporels, dont le nombre est très limité.

Les loyers payés au titre de ces contrats ou composantes de contrat sont constatés en charges opérationnelles pendant toute la durée de la location.

La durée des contrats de location correspond à la période contractuelle non résiliable d'utilisation de l'actif, à laquelle s'ajoute, le cas échéant, des options de renouvellement dont l'exercice est jugé raisonnablement certain (options de renouvellement en cours d'exercice ou pour lesquelles le Groupe dispose d'un historique statistique de pratiques).

La définition de cette durée exécutoire tient compte aussi bien des aspects contractuels que des aspects économiques dans la mesure où l'existence de pénalités non négligeables en cas de résiliation du preneur sont analysées pour chaque contrat.

Les droits d'utilisation relatifs aux contrats de location incluent à l'origine l'obligation locative, les coûts directs initiaux, les loyers prépayés et l'estimation des coûts de démantèlement ou de remise en état prévus au contrat, et excluent les éventuelles composantes de services. Ils sont amortis conformément aux dispositions d'IAS 16 "Immobilisations corporelles" linéairement sur la durée la plus courte entre celle du contrat de location retenue et la durée d'utilité de l'actif sous-jacent, et le cas échéant dépréciés en application d'IAS 36 "Dépréciation d'actifs".

Après la comptabilisation initiale, le droit d'utilisation de l'actif est évalué au coût, sous déduction du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les paiements de loyers associés aux contrats de locations sont comptabilisés en application d'IFRS 16 et donnent lieu au compte de résultat à une charge d'amortissement ainsi qu'à une charge d'intérêts.

L'impact fiscal de l'application d'IFRS 16 donne lieu à comptabilisation d'impôt différé sur le droit d'utilisation et sur la dette locative correspondante.

Hypothèses, estimations et jugements

L'obligation locative est évaluée à l'origine à la valeur actualisée des paiements futurs, qui comprennent la valeur actualisée des paiements de loyers fixes et variables, s'ils dépendent d'un indice ou d'un taux, et des paiements estimés prévus à la fin du contrat, tels que la garantie de valeur résiduelle et l'option d'achat dont l'exercice est jugé raisonnablement certain. Le taux d'actualisation utilisé pour calculer l'obligation locative est déterminé sur la base du taux implicite du contrat, ou à défaut, du taux d'intérêt marginal d'emprunt du preneur à la date de commencement du contrat. Ce taux d'emprunt marginal tient compte de plusieurs éléments dont la devise et l'échéance du contrat, l'environnement économique du preneur ainsi que de sa solidité financière.

Le Groupe applique des taux correspondants à l'échéance moyenne de remboursement de la dette de loyers, en définissant et utilisant des courbes de taux par durée, tenant compte de la structure des loyers et de la typologie des taux disponibles.

Les activités de location du Groupe

La majorité des contrats de location en vigueur dans le Groupe concernent les véhicules liés directement à l'activité opérationnelle (véhicules de chantiers, transports routiers et véhicules particuliers) et l'immobilier (terrains et bâtiments). En effet, le Groupe loue des terrains et des bâtiments, principalement pour ses bureaux, ses centrales à béton, ses carrières et ses entrepôts. Ils concernent également dans une moindre mesure des machines, des équipements et du matériel informatique.

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	<i>Terrains</i>	<i>Constructions</i>	<i>Installations techniques, matériel et outillages</i>	<i>Autres immobilisations corporelles</i>	Total
Au 1er janvier 2024	98 646	72 756	140 137	58 149	369 688
Acquisitions / Augmentations	6 601	9 428	40 188	13 000	69 218
Diminutions	(1 125)	(2 753)	(24 298)	(9 141)	(37 318)
Variations de périmètre	-	-	1 106	-	1 106
Variations de change	1 623	265	309	(1 660)	536
Autres mouvements	16	(107)	1 327	(6 757)	(5 521)
Au 31 décembre 2024	105 761	79 589	158 768	53 591	397 709
Acquisitions / Augmentations	3 029	2 084	17 398	3 521	26 032
Diminutions	(1 005)	(1 564)	(8 148)	(1 226)	(11 943)
Variations de périmètre	-	-	1 840	792	2 632
Variations de change	(4 401)	(2 929)	(6 248)	(17)	(13 595)
Autres mouvements	(175)	(228)	(856)	(762)	(2 021)
Au 30 juin 2025	103 209	76 952	162 754	55 899	398 814

Amortissements et pertes de valeur (en milliers d'euros)	<i>Terrains</i>	<i>Constructions</i>	<i>Installations techniques, matériel et outillages</i>	<i>Autres immobilisations corporelles</i>	Total
Au 1er janvier 2024	(39 689)	(38 899)	(77 951)	(27 733)	(184 272)
Augmentation	(7 327)	(7 006)	(27 025)	(13 594)	(54 952)
Diminution	1 032	2 124	21 125	8 960	33 241
Variations de périmètre	-	-	(802)	-	(802)
Variations de change	(481)	(326)	118	758	69
Autres mouvements	55	74	(848)	5 599	4 880
Au 31 décembre 2024	(46 410)	(44 033)	(85 384)	(26 009)	(201 836)
Augmentation	(3 846)	(3 702)	(13 686)	(6 686)	(27 920)
Diminution	1 041	1 625	7 267	1 215	11 148
Variations de change	1 650	1 697	2 870	25	6 242
Autres mouvements	(72)	155	1 208	269	1 560
Au 30 juin 2025	(47 637)	(44 258)	(87 725)	(31 186)	(210 806)

Valeur Nette Comptable au 31 décembre 2024	59 351	35 557	73 384	27 582	195 873
Valeur Nette Comptable au 30 juin 2025	55 572	32 694	75 029	24 713	188 008

La majorité de ces contrats est portée par les entités françaises du Groupe, et dans une moindre mesure par les sociétés américaines, suisses et turques. Les autres pays dans lesquels le Groupe est implanté ont un nombre de contrats peu significatif.

NOTE 11 – CREANCES ET AUTRES ACTIFS NON-COURANTS

<i>(en milliers d'euros)</i>	Montants bruts	Pertes de valeur	Montants nets
Au 1er janvier 2024	305 441	(63 630)	241 811
Acquisitions / Augmentations	21 805	(7 692)	14 113
Cessions / Diminutions	(2 764)	6 299	3 535
Variations de périmètre	(14 290)	-	(14 290)
Variations de change	(12 255)	777	(11 478)
Variation constatée en autres éléments du résultat global	-	(2 063)	(2 063)
Autres	(6 468)	-	(6 468)
Au 31 décembre 2024	291 469	(66 309)	225 160
Acquisitions / Augmentations	18 417	(4 745)	13 672
Cessions / Diminutions	(5 875)	4 249	(1 626)
Variations de périmètre	114 680	(113 479)	1 201
Variations de change	(5 833)	(190)	(6 023)
Autres	(22 191)	44	(22 147)
Au 30 juin 2025	390 667	(180 430)	210 237
<i>Dont titres de participation</i>	171 083	(134 114)	36 969
<i>Dont prêts et créances (1) (2)</i>	213 191	(46 316)	166 875
<i>Dont instruments financiers (cf. note 16.1.1)</i>	6 393	-	6 393
Au 30 juin 2025	390 667	(180 430)	210 237

(1) Ciplan :

Dans le cadre de l'acquisition par le Groupe Vicat, la société Ciplan a reçu une garantie ferme et irrévocable de la part de son actionnaire minoritaire pour tous les litiges nés ou à venir relatifs à la période antérieure à l'acquisition par Vicat. Cette garantie est comptabilisée à hauteur des provisions constituées au titre des sinistres indemnissables dans les autres actifs non courants à hauteur de 27,3 millions d'euros au 30 juin 2025 (41,7 millions d'euros au 31 décembre 2024) (cf. 15.2).

(2) Bharathi Cement :

Au 30 juin 2025, un montant de 32 millions d'euros (y inclus intérêts), faisant l'objet de deux saisies conservatoires sur les comptes d'une société indienne du Groupe, Bharathi Cement, dans le cadre d'une procédure d'enquête diligentée par les autorités administratives et judiciaires sur des faits antérieurs à l'entrée de Vicat à son capital, est comptabilisé dans les "autres créances non courantes".

Pour mémoire, le partenaire du Groupe dans Bharathi Cement fait l'objet d'une procédure d'enquête menée par le CBI (Central Bureau of Investigation) sur l'origine et le développement de son patrimoine. Dans le cadre de cette enquête, le CBI a déposé en septembre 2012 et au cours de l'année 2013, quatorze procès-verbaux présentant ses allégations. Parmi ceux-ci, quatre concernent également Bharathi Cement (le CBI enquête pour vérifier si les investissements faits par des investisseurs indiens dans cette société ont été réalisés de bonne foi dans le cours normal des affaires et si la concession minière a été attribuée régulièrement).

La procédure a d'abord donné lieu en 2015 à une inscription par "l'Enforcement Directorate" à hauteur de 950 millions de Roupies (environ 12 millions d'euros à l'origine) sur un compte bancaire de Bharathi Cement. En 2016, une saisie conservatoire de 1 530 millions de Roupies (environ 19 millions d'euros à l'origine) a été réalisée dans le cadre du procès-verbal relatif à la concession minière.

Bien que ces mesures ne soient pas de nature à entraver le fonctionnement de la société, cette dernière exerce ses recours auprès des autorités administratives et judiciaires compétentes pour en contester le bien-fondé.

Ces saisies conservatoires ne préjugent pas de la décision sur le fond de l'affaire (enquête CBI) qui est toujours en phase d'instruction et n'a donné lieu à ce stade à aucune inculpation. La société n'a pas d'élément conduisant à conclure à l'existence d'un risque financier probable et évaluable.

Compte tenu de la lenteur de la procédure initiée en 2012, la créance relative à ces saisies conservatoires a été reclassée fin 2018 en "autres créances non courantes".

NOTE 12 - Actifs circulants

12.1. Stocks et en-cours

Méthode comptable

Stock et en-cours

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût unitaire moyen pondéré, au plus bas du coût d'acquisition ou de production et de la valeur nette de réalisation (prix de vente diminué des coûts nécessaires estimés pour l'achèvement et pour réaliser la vente).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production et les amortissements consolidés des biens concourant à la production.

Pour les stocks de produits fabriqués et les en cours de production, le coût comprend une quote-part appropriée de charges fixes fondée sur des conditions d'utilisation normatives des outils de production.

Des dépréciations sont constituées, le cas échéant, sur les stocks pour prendre en compte les pertes probables identifiées à la clôture de l'exercice.

Quotas d'émission

Il n'existe pas, à ce jour, dans le référentiel IFRS, de norme ou interprétation traitant spécifiquement des droits d'émission de gaz à effet de serre. A compter du 1^{er} janvier 2016, le Groupe a décidé de retenir la méthode préconisée par l'ANC depuis 2013, compatible avec les normes IFRS en vigueur (Règlement n°2012-03 du 4 octobre 2012, homologué le 7 janvier 2013), qui permet de fournir une information financière plus fiable et pertinente pour refléter le modèle économique des quotas, en supprimant notamment les impacts liés à la volatilité du cours des quotas.

Selon cette méthode, dès lors que les quotas sont destinés à remplir les obligations liées aux émissions (modèle production) :

- les quotas sont comptabilisés en stocks lors de leur acquisition (à titre gratuit ou onéreux). Ils sont sortis au fur et à mesure pour couvrir les émissions de gaz à effet de serre, dans le cadre de la procédure de restitution ; ou
- à l'occasion de leur cession, et ne sont pas réévalués à la clôture ;
- une dette est comptabilisée à la clôture en cas de déficit de quotas.

Le Groupe n'ayant à aujourd'hui quasiment que des quotas alloués gratuitement par l'Etat français dans le cadre des Plans Nationaux d'Affectation des Quotas, l'application de ces règles conduit donc à les enregistrer en stock pour une valeur nulle. Par ailleurs, des excédents étant à ce jour constatés par le Groupe, aucune dette n'est comptabilisée au bilan, et en l'absence de cession, aucun montant n'est comptabilisé au compte de résultat.

(en milliers d'euros)	30 juin 2025			31 décembre 2024		
	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net
Matières premières et consommables	399 333	(30 537)	368 796	418 930	(29 840)	389 090
Encours, produits finis et marchandises	159 196	(7 949)	151 247	159 872	(6 773)	153 099
Total	558 529	(38 486)	520 043	578 802	(36 613)	542 189

12.2. Créances clients et autres débiteurs

Méthode comptable

Les créances sont évaluées au coût amorti et sont comptabilisées à leur valeur nominale (montant initial de la facture). Les créances font l'objet de dépréciation dans le cadre du modèle fondé sur les pertes attendues défini par la norme IFRS 9 (cf. note 16.2).

Les créances clients peuvent faire l'objet de cessions à des établissements bancaires. Dans ce cas, une analyse de l'opération est menée pour évaluer le transfert des risques et avantages inhérents à la propriété de ces créances et notamment celui du risque de crédit, du risque de retard de paiement et du risque de dilution.

Si cet examen met en évidence non seulement le transfert contractuel du droit à recevoir les flux de trésorerie liés aux créances cédées, mais aussi celui de la quasi-totalité des risques et avantages, les créances clients sont décomptabilisées de l'état de la situation financière consolidée et tous les droits créés ou conservés lors du transfert sont reconnus le cas échéant. Dans la situation inverse, les créances clients sont maintenues dans l'état de la situation financière consolidée.

<i>(en milliers d'euros)</i>	Clients et autres débiteurs	Provisions clients et autres débiteurs	Clients et autres débiteurs net
Au 1er janvier 2024	515 652	(23 666)	491 986
Augmentations	-	(6 698)	(6 698)
Diminutions avec utilisation	-	1 869	1 869
Variations de change	(7 486)	(111)	(7 597)
Variations de périmètre	(3 909)	105	(3 804)
Variations	(12 688)	18	(12 670)
Au 31 décembre 2024	491 569	(28 481)	463 087
Augmentations	-	(3 624)	(3 624)
Diminutions avec utilisation	-	956	956
Variations de change	(35 367)	1 806	(33 561)
Variations de périmètre	4 576	(140)	4 436
Variations	124 145	65	124 210
Au 30 juin 2025	584 923	(29 419)	555 504

Le Groupe n'est pas dépendant de ses principaux clients et aucun d'entre eux ne représente plus de 10% du chiffre d'affaires.

Cession de créances :

Au cours du deuxième trimestre 2025, le Groupe a procédé à une cession de créances sans recours à hauteur de 75 millions d'euros (66 millions d'euros au 31 décembre 2024). Au 30 juin 2025, la cession de créances concerne exclusivement des sociétés françaises du Groupe. Les créances concernées ont été décomptabilisées dans la mesure où les conditions de décomptabilisation de la norme IFRS 9 ont été respectées.

Méthode comptable

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les liquidités et les placements à court terme (ayant une échéance inférieure à 3 mois et ne présentant pas de risque de variation de valeur). Ces derniers sont valorisés à leur valeur de marché à la clôture.

La trésorerie nette, dont la variation est présentée dans le tableau des flux de trésorerie, est constituée de la trésorerie et des équivalents de trésorerie diminués des découverts bancaires.

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2025	31 décembre 2024
Disponibilités	199 062	129 716
Valeurs mobilières de placement et dépôts à terme < 3 mois	330 000	405 968
Trésorerie et équivalents de trésorerie	529 062	535 684
Découverts bancaires	(27 400)	(29 845)
Trésorerie nette	501 662	505 839

NOTE 14 – CAPITAUX PROPRES

14.1. Capital social

Méthode comptable

Actions d'autocontrôle

Conformément à IAS 32, les actions propres Vicat sont inscrites en déduction des capitaux propres.

Le capital social de Vicat est composé de 44 900 000 actions ordinaires de 4 euros entièrement libérées dont 362 286 actions détenues en propre au 30 juin 2025 (461 415 au 31 décembre 2024). La société est détenue et contrôlée par la holding Parfininco.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix, à l'exception des actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis 4 ans au moins au nom du même actionnaire, à qui est attribué un droit de vote double.

Le dividende versé au cours de l'exercice 2025 au titre de l'exercice 2024 s'est élevé à 2 euros par action soit au total 89 800 milliers d'euros, (2 euros par action versés en 2024 au titre de l'exercice 2023).

Le résultat net par action est calculé en faisant le rapport entre le résultat net de l'exercice (part du Groupe) et le nombre moyen pondéré des actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exception des actions propres d'autocontrôle. Ce résultat net par action est ajusté des effets de toutes actions ordinaires potentiellement dilutives comme le sont les actions gratuites (cf. note 5).

Depuis le 30 juin 2018, et pour une période de 12 mois renouvelable par tacite reconduction, Vicat a confié la mise en œuvre d'un contrat de liquidité conforme à la Charte de Déontologie de l'AMAFI du 20 septembre 2008 à Oddo BHF. Ce contrat a été résilié sur le premier semestre 2025. Depuis le 1^{er} avril 2025, la mise en œuvre du contrat de liquidité est confiée à Kepler Cheuvreux.

Au 30 juin 2025, les moyens suivants figurent au compte de liquidité : 3 460 titres Vicat équivalent à 0,2 million d'euros et 4,1 millions d'euros de liquidités.

14.2. Réserves de conversion

Les réserves de conversion Groupe se ventilent comme suit par devises au 30 juin 2025 et 2024 :

(en milliers d'euros)	30 juin 2025	30 juin 2024
Dollar américain	12 190	71 528
Franc suisse	289 367	266 420
Livre turque	(521 577)	(456 920)
Livre égyptienne	(130 751)	(133 836)
Tengué kazakh	(147 570)	(121 722)
Ouguiya mauritanien	(18 540)	(12 151)
Réal brésilien	(105 793)	(82 632)
Roupie indienne	(285 241)	(209 930)
TOTAL	(907 915)	(679 243)

NOTE 15 – PROVISIONS

15.1. Avantages au personnel

Méthode comptable

Le Groupe comptabilise la totalité du montant de ses engagements en matière d'avantages postérieurs à l'emploi en application des dispositions de la norme IAS 19 révisée.

Les réglementations, usages et accords contractuels en vigueur dans les pays où sont implantées les sociétés consolidées du Groupe prévoient différents avantages postérieurs à l'emploi : indemnités de départ en retraite, compléments de retraite..., ainsi que d'autres avantages à long terme (couverture de dépenses médicales au bénéfice des retraités, etc.).

Les régimes à prestations définies, qui comprennent tous les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, autres que ceux à cotisations définies, constituent un engagement futur pour le Groupe.

Les engagements correspondants font l'objet d'un calcul actuariel (évolution des salaires, mortalité, rotation...) selon la méthode des unités de crédits projetées, conformément aux usages et aux clauses prévues par les conventions collectives et la législation en vigueur.

Certains régimes de retraite à prestations définies, principalement aux Etats-Unis et en Suisse sont couverts pour tout ou partie par des actifs dédiés qui sont composés pour l'essentiel d'actions et d'obligations. Les positions nettes des régimes sont intégralement provisionnées dans l'état de la situation financière, après déduction, le cas échéant, de la juste valeur de ces actifs investis, dont le montant peut être ajusté compte-tenu du mécanisme de "l'asset ceiling". En cas d'excédent d'actif (régime sur-financé), celui-ci n'est comptabilisé dans l'état de la situation financière que dans la mesure où il représente des avantages économiques futurs effectivement disponibles pour le Groupe, et dans la limite du plafond défini par la norme.

Les régimes à cotisations définies sont ceux pour lesquels l'engagement du Groupe se limite uniquement au versement de cotisations, qui sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les écarts actuariels résultent du changement d'hypothèses actuarielles et/ou d'écarts constatés entre ces hypothèses et la réalité. Les écarts actuariels se rapportant aux avantages postérieurs à l'emploi sont comptabilisés en "autres éléments du résultat global" et ne sont pas recyclables au compte de résultat.

Dans le cadre de la comptabilisation des écarts actuariels, en application de l'option offerte par IFRS 1, le Groupe a choisi de mettre à zéro ces derniers liés aux avantages au personnel non encore reconnus dans le bilan de transition par imputation sur les capitaux propres.

Estimations, hypothèses et jugements

L'évaluation de la valeur actuelle des engagements postérieurs à l'emploi, dans le cadre des régimes à prestations définies, dépend des hypothèses actuarielles, qu'elles soient démographiques et financières, retenues par le Groupe.

Les taux d'actualisation sont déterminés conformément aux principes édictés par la norme IAS 19 Révisée, par référence à un taux de marché à la date de clôture, fondé sur le rendement des obligations d'entreprise de haute qualité mises au sein de la zone monétaire concernée. Ils sont déterminés sur la base de courbes de taux élaborées par des experts externes à partir de panels d'obligations publiques notées AA.

Lorsque le marché des obligations privées d'une zone n'est pas suffisamment liquide, la norme IAS 19 Révisée préconise d'utiliser comme référence les obligations d'état.

Dans tous les cas, les indices de référence utilisés sont de durée comparable à celle des engagements.

	30 juin 2025			31 décembre 2024		
	Régimes de retraites et IFC	Autres avantages	Total	Régimes de retraites et IFC	Autres avantages	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Valeur actualisée des obligations financées	384 497	49 017	433 514	399 855	54 491	454 346
Juste valeur des actifs des régimes	(404 461)	-	(404 461)	(415 755)	-	(415 755)
Situation nette	(19 964)	49 017	29 053	(15 900)	54 491	38 591
Limitation de reconnaissance des actifs de couverture	57 938	-	57 938	52 279	-	52 279
Passif net	37 974	49 017	86 991	36 379	54 491	90 870

15.2 Autres provisions

Méthode comptable

Conformément à IAS 37, une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle, légale ou implicite, résultant d'un fait générateur antérieur à la clôture qui entraînera une sortie de ressources sans contrepartie attendue après la clôture, et pouvant être estimée de manière fiable.

Elles incluent notamment les provisions pour remise en état des sites, constituées pour la plupart au fur et à mesure de l'exploitation des carrières et comprenant les coûts prévisionnels liés à l'obligation de reconstitution des sites de carrière.

Les provisions font l'objet d'une actualisation, conformément à IAS 37, lorsque son effet est significatif. Les effets de cette actualisation sont enregistrés en résultat financier.

<i>(en milliers d'euros)</i>	Reconstitution des sites	Autres risques (1)	Autres charges	Total
Au 1er janvier 2024	69 053	66 117	21 058	156 229
Augmentations	4 634	24 753	(5 062)	24 326
Diminutions avec utilisation	(3 568)	(10 073)	(2 420)	(16 061)
Diminutions sans utilisation	(314)	-	(267)	(581)
Variations de change	(585)	(6 460)	(2 612)	(9 656)
Variations de périmètre	(1 361)	-	-	(1 361)
Autres mouvements	-	589	(588)	2
Au 31 décembre 2024	67 860	74 926	10 109	152 896
Augmentations	1 214	5 755	2 778	9 747
Diminutions avec utilisation	(600)	(4 391)	(343)	(5 334)
Diminutions sans utilisation	-	(13 598)	-	(13 598)
Variations de change	(232)	(2 324)	(323)	(2 879)
Variations de périmètre	219	305	-	524
Autres mouvements	1	(53)	-	(53)
Au 30 juin 2025	68 462	60 620	12 221	141 303
<i>Dont à moins d'un an</i>	<i>15</i>	<i>9 170</i>	<i>8 442</i>	<i>17 627</i>
<i>Dont à plus d'un an</i>	<i>68 447</i>	<i>51 450</i>	<i>3 779</i>	<i>123 676</i>

Impact (net des charges encourues)

<i>au compte de résultat au 30 juin 2025</i>	Dotations
Résultat d'exploitation :	7 770
Résultat hors exploitation :	1 977

(1) Les autres risques incluent au 30 juin 2025 :

- un montant global de provisions constatées dans les comptes de Ciplan (Brésil) à hauteur de 28,0 millions d'euros (41,5 millions d'euros au 31 décembre 2024) concernant majoritairement :

- de litiges fiscaux à hauteur de 7,3 millions d'euros (12,7 millions d'euros au 31 décembre 2024) liés à des éléments antérieurs à l'acquisition, principalement liés aux discussions sur l'inconstitutionnalité de l'augmentation du taux de l'impôt sur le revenu (PIS), portant sur les années 1999 à 2004 (4,7 millions d'euros). Au 30 juin 2025, une reprise de provision de 12,9 millions d'euros a été constatée sur le semestre relative à un risque sur l'impôt sur le revenu portant sur la période 2024 à 2018, en raison de l'expiration du délai de prescription ;
- des litiges sociaux et prud'homaux à la suite du départ d'anciens salariés (0,7 million d'euros) ;
- de litiges civils portant sur des amendes et réclamations contestées par la société (0,5 million d'euros) ;
- d'un litige minier (19,6 millions d'euros).

Dans le cadre de l'acquisition par le groupe Vicat, la société Ciplan a reçu une garantie ferme et irrévocable de la part de ses partenaires brésiliens pour tous les litiges nés ou à venir relatifs à la période antérieure à l'acquisition par Vicat. Cette garantie est comptabilisée dans les autres actifs non courants à hauteur de 27,3 millions d'euros (voir note 11), au titre principalement des sinistres indemnisables comptabilisés en provision pour un montant de 27,3 millions d'euros (40,7 millions d'euros au 31 décembre 2024) :

- Un montant de 16,6 millions d'euros (17,9 millions d'euros au 31 décembre 2024) correspondant au montant estimé de la franchise concernant des sinistres survenus aux Etats-Unis à la clôture dans le cadre d'accidents du travail, et qui devra être prise en charge par le Groupe ;
- Le solde résiduel des autres provisions pour risques s'élevant à 16,0 millions d'euros au 30 juin 2025 (15,5 millions d'euros au 31 décembre 2024) correspond au cumul des autres provisions qui, prises individuellement, ne sont pas matérielles ;

NOTE 16 - ENDETTEMENT NET ET INSTRUMENTS FINANCIERS

16.1. Dettes financières nettes et options de ventes

Les passifs financiers se ventilent comme suit au 30 juin 2025 :

(en milliers d'euros)	30 juin 2025	31 décembre 2024
Dettes financières à plus d'un an	1 389 451	1 360 816
Options de vente à plus d'un an	367	368
Obligations locatives à plus d'un an	158 087	166 622
Dettes financières et options de vente à plus d'un an	1 547 905	1 527 806
Instruments financiers actif à plus d'1 an (1)	(6 393)	(10 887)
Total des passifs financiers nets d'instruments financiers Actif à plus d'un an	1 541 512	1 516 919
Dettes financières à moins d'un an	317 305	209 423
Obligations locatives à moins d'un an	46 175	46 225
Dettes financières et options de vente à moins d'un an	363 480	255 648
Instruments financiers actif à moins d'1 an (1)	(707)	-
Total des passifs financiers nets d'instruments financiers Actif à moins d'un an	362 773	255 648
Total des dettes financières nets d'instruments financiers actif (1)	1 903 918	1 772 199
Total des options de vente	367	368
Total des passifs financiers nets d'instruments financiers Actif	1 904 285	1 772 567

(1) Au 30 juin 2025, les instruments financiers actifs sont présentés pour 6,4 millions d'euros dans les actifs non courants (10,9 millions d'euros au 31 décembre 2024) et pour 0,7 million d'euros dans les actifs courants (cf. note 11).

La variation par nature des dettes financières nettes et options de vente s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	Dettes financières et options de vente > 1 an	Instruments financiers actif > 1 an	Obligations locatives > 1 an	Dettes financières et options de vente < 1 an	Instruments financiers actif < 1 an	Obligations locatives < 1 an	Total
Au 1er janvier 2024	1 416 572	(14 827)	155 718	335 956	(8 491)	45 153	1 930 081
Emissions	189 234	-	62 426	8 050	-	6 794	266 504
Remboursements	(173 801)	-	(16 221)	(179 828)	(1 609)	(36 638)	(408 097)
Variations de change	(12 771)	-	1 766	(8 195)	-	(662)	(19 862)
Variations de périmètre	2 754	-	-	3 789	-	183	6 726
Autres mouvements	(60 805)	3 940	(37 067)	49 652	10 100	31 394	(2 785)
Au 31 décembre 2024	1 361 184	(10 887)	166 622	209 423	-	46 225	1 772 567
Emissions	209 879	-	22 626	4 860	-	3 410	240 775
Remboursements	(55 491)	-	(9 048)	(26 552)	(20)	(17 514)	(108 625)
Variations de change	311	-	(7 562)	(4 738)	-	(1 322)	(13 311)
Variations de périmètre	9 084	-	2 632	(34)	-	-	11 682
Autres mouvements	(135 149)	4 494	(17 183)	134 346	(687)	15 376	1 197
Au 30 juin 2025	1 389 818	(6 393)	158 087	317 305	(707)	46 175	1 904 285

(en milliers d'euros)	30 juin 2025	31 décembre 2024
Endettement brut	1 903 918	1 772 199
Trésorerie et équivalents de trésorerie (cf. note 13)	(529 062)	(535 684)
Endettement net	1 374 856	1 236 515

Répartition des dettes financières par catégories et échéances

Au 30 juin 2025 (en milliers d'euros)	Total	30 juin 2026	30 juin 2027	30 juin 2028	30 juin 2029	30 juin 2030	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 630 604	250 914	54 390	218 203	72 651	546 330	488 116
Dont instruments financiers Actif	(7 100)	(707)	(435)	(5 441)	(517)	-	-
Dont instruments financiers Passif	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers	17 490	14 125	1 952	558	247	174	434
Obligations locatives	204 261	46 175	34 811	25 004	19 063	18 574	60 634
Concours bancaires courants et découverts bancaires (1)	51 563	51 563	-	-	-	-	-
Dettes financières	1 903 918	362 777	91 153	243 765	91 961	565 078	549 184
dont NEU CP	353 000					353 000	

Au 31 décembre 2024 (en milliers d'euros)	Total	31 décembre 2025	31 décembre 2026	31 décembre 2027	31 décembre 2028	31 décembre 2029	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 486 354	140 199	169 862	145 462	47 690	484 174	498 967
Dont instruments financiers Actif	(10 887)	-	(1 550)	(8 597)	-	(740)	-
Dont instruments financiers Passif	1 146	1 146	-	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers	19 753	15 978	1 924	595	689	183	384
Obligations locatives	212 847	46 225	36 817	24 372	18 833	21 104	65 496
Concours bancaires courants et découverts bancaires (1)	53 246	53 246	-	-	-	-	-
Dettes financières	1 772 199	255 648	208 602	170 429	67 212	505 461	564 846
dont NEU CP	305 600					305 600	

(1) Dont 27,4 millions de découverts bancaires au 30 juin 2025 (29,8 millions au 31 décembre 2024)

Les dettes financières à moins d'un an sont principalement composées du financement *Schuldschein* en France, de financements en Afrique de l'Ouest, de dettes IFRS 16, ainsi que de soldes créditeurs de banque.

Caractéristiques des emprunts et dettes financières (devises et taux)

Selon la devise (après swap de devises) (en milliers d'euros)	30 juin 2025	31 décembre 2024
Euro	1 417 273	1 322 244
Dollar américain	42 427	46 365
Livre turque	9 796	21 165
Franc CFA	195 294	210 360
Franc suisse	169 019	95 826
Ouguiya mauritanien	23	42
Roupie indienne	27 920	32 956
Tengué Kazakh	552	736
Real Brésilien	41 614	42 504
Total	1 903 918	1 772 199

Selon le taux (en milliers d'euros)	30 juin 2025	31 décembre 2024
Taux fixe	931 478	941 067
Taux variable	972 440	831 132
Total	1 903 918	1 772 199

Le taux d'intérêt moyen de l'endettement brut au 30 juin 2025 est de 3,9 %, en baisse de 84 points de base par rapport au 31 décembre 2024 (4,74%). La maturité moyenne de la dette au 30 juin 2025 est égale à 4,8 ans (5,2 ans au 31 décembre 2024).

16.2. Instruments financiers

Méthode comptable

Actifs financiers

Le Groupe classe ses actifs financiers, lors de leur comptabilisation initiale, conformément aux dispositions prévues par IFRS 9 qui repose sur une approche basée d'une part sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de ces actifs et d'autre part sur le modèle de gestion dans lequel s'inscrit leur détention.

En pratique, pour le groupe Vicat, le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels conduit à distinguer d'une part les instruments de nature prêt ou créance, dont l'évaluation est fonction du modèle de gestion dans lequel s'inscrit leur détention, et d'autre part les instruments de capitaux propres.

La norme prévoit ainsi trois catégories pour les prêts et créances, chacune associée à un mode de gestion distinct :

- les actifs financiers évalués au coût amorti, dont l'objectif est de les détenir pour percevoir les flux de trésorerie contractuels. C'est le cas notamment de l'essentiel des prêts et des créances ;

- les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, dont l'objectif est de les détenir à la fois pour percevoir les flux de trésorerie contractuels et de les vendre ;
- les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat pour ceux ne correspondant à aucun des deux modèles économiques ci-dessus.

Toutes les opérations d'achats et ventes d'actifs financiers sont comptabilisées à la date de transaction.

Les instruments de nature créance font l'objet d'une dépréciation sur la base des pertes de crédit attendues sur la totalité de la durée de vie de l'instrument, le risque de crédit étant appréhendé et apprécié sur la base de données historiques et des informations disponibles à la clôture.

Passifs financiers

Le Groupe classe ses passifs financiers non dérivés, lors de leur comptabilisation initiale, en passifs financiers évalués au coût amorti. Ils comprennent principalement les emprunts, les autres financements, les découverts bancaires. Le Groupe n'a pas de passif financier à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

Instruments dérivés et relations de couverture

Le Groupe utilise des instruments de couverture pour réduire son exposition aux variations de taux d'intérêts et de cours de change résultant de ses activités opérationnelles, de financement et d'investissement.

Ces opérations de couverture sont réalisées au moyen d'instruments financiers dérivés. Le Groupe utilise des swaps et caps de taux d'intérêts pour gérer son exposition aux risques de taux et des contrats de change à terme et swaps de devises pour couvrir l'exposition au risque de change.

Les instruments financiers dérivés sont utilisés par le Groupe exclusivement à des fins de couverture économique et aucun instrument n'est détenu à des fins spéculatives.

La comptabilité de couverture d'un actif, d'une dette, d'un engagement ferme ou d'un flux de trésorerie est applicable si :

- la relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place ;
- l'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine, puis par la vérification régulière de la corrélation entre la variation de la valeur de marché de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert. La fraction inefficace de la couverture est systématiquement enregistrée en résultat.

Les instruments dérivés peuvent être désignés comme instruments de couverture selon le type de relation de couverture :

- la couverture de juste valeur est une couverture de l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'une partie identifiée de cet actif ou de ce passif qui est attribuable à un risque particulier, notamment les risques de taux et de change et qui affecteraient le résultat net présenté ;
- la couverture de flux de trésorerie est une couverture de l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui sont attribuables à un risque particulier associé à un actif ou passif comptabilisé ou à une transaction prévue (par exemple vente ou achat attendu, opération future "hautement probable") et qui affecterait le résultat net présenté.

L'application de la comptabilité de couverture entraîne les conséquences suivantes :

- en cas de documentation d'une relation de couverture de juste valeur, la variation de la juste valeur du dérivé de couverture est comptabilisée en compte de résultat, venant se compenser avec la réévaluation à la juste valeur du risque couvert. Le résultat est impacté de la seule part inefficace de la couverture ;
- en cas de documentation d'une relation de couverture de flux de trésorerie, la variation de juste valeur du dérivé de couverture est enregistrée initialement en capitaux propres pour la part efficace et directement en compte de résultat pour la part inefficace de la variation. Les variations cumulées de la juste valeur de l'instrument de couverture précédemment enregistrées en capitaux propres sont transférées en compte de résultat au même rythme que les flux de trésorerie couverts.

Actifs financiers

Les instruments de capitaux propres sont, en application d'IFRS 9, des actifs financiers évalués à la juste valeur, dont les variations sont à enregistrer en résultat ou en autre éléments du résultat global non recyclables en résultat, suivant l'option retenue à l'origine, titre par titre. Pour certains titres non consolidés non cotés, la méthode du coût a cependant été maintenue dans la mesure où elle constitue la meilleure approximation disponible de la juste valeur.

Instruments dérivés et relations de couverture

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur au bilan. Ils font l'objet d'une évaluation externe sur la base des modèles de valorisation suivants :

- la valeur de marché des swaps de taux, swaps de change et des opérations d'achats/ventes à terme est calculée à partir d'une actualisation des flux futurs sur la base des courbes de taux "zéro coupon" en vigueur à la clôture des exercices présentés, retraités le cas échéant des intérêts courus non échus ;
- les options de taux sont réévaluées sur la base du modèle Black and Scholes en intégrant les paramètres de marché existants à la clôture.

Conformément à IFRS 13, les risques de contrepartie ont fait l'objet d'une estimation. L'impact de l'ajustement de crédit de valeur (CVA ou exposition en cas de défaut de la contrepartie) et de l'ajustement de débit de valeur (DVA ou exposition de la contrepartie en cas de défaut du Groupe) sur l'évaluation des instruments dérivés n'est pas matériel et n'a pas été intégré à la valeur de marché des instruments financiers telle que présentée ci-dessus.

Le groupe Vicat a continué sans difficulté à gérer ses instruments de couverture et son risque de liquidité durant le semestre comme en témoignent les éléments ci-dessous :

Risque de change

Les activités du Groupe sont réalisées par des filiales qui opèrent essentiellement dans leur propre pays et dans leur propre monnaie. L'exposition du Groupe au risque de change est donc limitée. Les opérations d'importation et d'exportation effectuées par les sociétés dans des devises différentes de leur monnaie de compte sont, le plus souvent, couvertes par des opérations d'achat et de vente à terme de devises. Les financements intragroupes font l'objet, lorsque cela est possible, de couvertures de change par les sociétés lorsque la devise de l'emprunt est différente de la monnaie fonctionnelle.

Risque de taux

L'endettement à taux variable est couvert au moyen de caps sur des durées d'origine d'un à dix ans et d'un *cross currency swap* d'échéance initiale trois ans.

Le Groupe est exposé à un risque de taux d'intérêt sur ses actifs et passifs financiers et ses liquidités. Cette exposition correspond aux risques de cours pour les éléments d'actif et de passif financier à taux fixe, et aux risques de flux de trésorerie liés aux éléments d'actif et de passif à taux variable.

Risque de liquidité

Le Groupe dispose de lignes de financement confirmées, non utilisées et non affectées à la couverture du risque de liquidité sur les NEU CP pour un montant de 678 millions d'euros au 30 juin 2025 (847 millions d'euros au 31 décembre 2024).

Le Groupe dispose également d'un programme d'émission de NEU CP de 600 millions d'euros, utilisé à hauteur de 353 millions d'euros au 30 juin 2025. Certains contrats de financement à moyen ou long terme contiennent des clauses particulières (covenants) imposant notamment le respect de ratios financiers, déclarés tous les semestres, et pouvant conduire à une demande de remboursement anticipé (clause d'accélération) en cas de non-respect. Ces covenants portent notamment sur des ratios relatifs à la rentabilité ("leverage" correspondant à l'endettement net/EBITDA consolidé) et à la structure financière ("gearing" correspondant à l'endettement net/capitaux propres consolidés) du Groupe ou des filiales concernées. Pour les besoins du calcul des covenants, l'endettement net est déterminé hors options de vente accordées aux minoritaires. Par ailleurs, la marge appliquée à certains financements est fonction du niveau atteint sur l'un de ces ratios. Compte tenu du nombre réduit de sociétés concernées, pour l'essentiel Vicat SA société mère du Groupe, du faible niveau de "gearing" (44,84%) et de "leverage" (1,81), et de la liquidité du bilan du Groupe, l'existence de ces covenants ne constitue pas un risque sur la situation financière du Groupe. Au 30 juin 2025, le Groupe respecte l'ensemble des ratios visés par les covenants contenus dans les contrats de financement.

Le portefeuille d'instruments financiers dérivés est le suivant au 30 juin 2025 :

(en milliers de devises)	Valeur nominale (devise)	Valeur nominale (euro)	Valeur de marché (euro)	Maturité résiduelle		
				< 1 an (euro)	1 - 5 ans	> 5 ans (euro)
Couverture de flux de trésorerie						
Instruments de taux d'intérêt						
- Caps Euro	725 000 €	725 000	6 504	164	6 340	
- Cross currency swap taux variable € / taux fixe CHF	51 000 €	51 000	53	-	53	-
Instruments de change						
Couverture du risque de change sur financements intra-groupe						
- Vente à terme \$	50 000 \$	42 420	543	543	-	-
TOTAL		818 420	7 100	707	6 393	-

En application d'IFRS 7, la répartition des instruments financiers évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière consolidé selon leur niveau hiérarchique de juste valeur est la suivante au 30 juin 2025 :

(en millions d'euros)	30 juin 2025	31 décembre 2024
Niveau 1 : instruments cotés sur un marché actif	-	-
Niveau 2 : valorisation s'appuyant sur des données de marché observables	7,1	9,7
Niveau 3 : valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables (cf. note 11)	37,0	40,2

NOTE 17 – FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES

17.1 Fournisseurs et comptes rattachés

(en milliers d'euros)	30 juin 2025	31 décembre 2024
Ouverture	478 839	503 490
Variations	20 883	(12 424)
Variations de change	(23 934)	(7 277)
Variations de périmètre	8 154	(3 180)
Autres mouvements	1 497	(1 770)
Clôture	485 439	478 839

17.2 Autres dettes

(en milliers d'euros)	30 juin 2025	31 décembre 2024
Dettes sociales	96 341	97 640
Dettes fiscales	91 382	78 199
Autres dettes et comptes de régularisation	185 248	128 254
Total	372 971	304 094

NOTE 18 - FLUX DE TRÉSORERIE

18.1 Flux nets de trésorerie générés par les activités opérationnelles

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation réalisées au 30 juin 2025 par le Groupe se sont élevés à 182,4 millions d'euros contre 177 millions d'euros au 30 juin 2024.

Cette hausse des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles entre les premiers semestres 2025 et 2024 provient principalement de la variation favorable du besoin en fonds de roulement de 28,6 millions d'euros par rapport au premier semestre 2024, partiellement compensée par la baisse de la capacité d'autofinancement de (22,8) millions d'euros par rapport au premier semestre 2024.

(en milliers d'euros)	BFR 1er janvier 2024	Variation du BFR liée à l'activité	Autres variations	BFR 31 décembre 2024	Variation du BFR liée à l'activité	Autres variations	BFR 30 juin 2025
Stocks	568 705	(6 751)	(19 765)	542 189	(5 057)	(17 089)	520 043
Clients et autres débiteurs	699 160	(44 169)	(30 695)	624 296	136 969	(35 491)	725 774
Fournisseurs et autres créditeurs	(833 497)	8 622	39 607	(785 268)	(44 415)	(8 527)	(838 210)
BFR	434 367	(42 297)	(10 853)	381 217	87 497	(61 107)	407 607

18.2 Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement réalisées au 30 juin 2025 par le Groupe se sont élevés à (138,4) millions d'euros contre (200) millions d'euros au 30 juin 2024.

Acquisitions d'investissements incorporels et corporels

Ils intègrent les décaissements nets effectués pour les investissements industriels (125,6 millions d'euros au 30 juin 2025 contre 185,9 millions d'euros au 30 juin 2024) correspondant pour l'essentiel aux premiers semestres 2025 et 2024, à des investissements réalisés au Sénégal, en France et aux Etats-Unis.

Acquisitions / cessions de participations

Les opérations d'acquisition/cession de participation réalisées au cours du premier semestre 2025 se sont traduites par un décaissement global de (19,5) millions d'euros contre (10) millions d'euros au 30 juin 2024.

Méthode comptable

Conformément à la norme IFRS 8 "Secteurs opérationnels", l'information sectorielle a été définie sur la base des données issues du reporting interne. Cette information est celle utilisée par la Direction Générale qui met en œuvre la stratégie définie par le Président du Conseil d'Administration, pour la mesure de la performance économique du Groupe et l'allocation des investissements et ressources aux zones géographiques et aux activités.

Les secteurs opérationnels déterminés en application d'IFRS 8 sont constitués des 6 zones géographiques suivantes dans lesquelles le Groupe exerce ses activités et qui peuvent regrouper, comme le permet la norme IFRS 8, les pays présentant des similitudes :

- la France,
- la zone Europe (hors France) regroupant la Suisse et l'Italie,
- la zone Amériques regroupant les Etats-Unis et le Brésil,
- la zone Asie regroupant l'Inde et le Kazakhstan,
- la zone Méditerranée composée de la Turquie et de l'Egypte,
- la zone Afrique, réunissant le Sénégal, le Mali et la Mauritanie.

Cette organisation par zones géographiques permet d'appréhender la nature et les impacts financiers des environnements économiques dans lesquels le Groupe opère et traduit bien son organisation matricielle ainsi que la prédominance des aspects géographiques dans les analyses stratégiques présentées à la Direction Générale. Une information additionnelle plus synthétique est présentée par secteurs d'activité.

Les indicateurs de gestion présentés au titre de ces secteurs opérationnels ont été adaptés pour être en cohérence avec ceux suivis par la Direction Générale tout en respectant les informations requises par IFRS 8 : Chiffre d'affaires opérationnel et consolidé, EBITDA et EBIT courant, Actifs non courants, Capitaux nets investis, Investissements industriels, Dotation nette aux amortissements des immobilisations et Effectifs.

Les indicateurs de gestion suivis dans le cadre du reporting interne sont identiques à l'ensemble des secteurs opérationnels définis ci-dessus et sont déterminés conformément aux principes IFRS appliqués par le Groupe pour ses états financiers consolidés.

Information par secteur géographique

L'information relative aux zones géographiques est présentée selon l'implantation géographique des entités concernées.

30 juin 2025 (en milliers d'euros sauf effectifs)	France	Europe (hors France)	Amériques	Asie	Méditerranée	Afrique	Total
Compte de résultat :							
Chiffre d'affaires opérationnel	631 955	216 378	465 286	204 080	212 225	180 725	1 910 649
Eliminations inter-pays	(23 634)	(1 519)	-	(384)	-	-	(25 537)
Chiffre d'affaires consolidé	608 321	214 859	465 286	203 696	212 225	180 725	1 885 112
EBITDA (cf. Définition des indicateurs de gestion)	85 226	52 960	91 386	36 620	44 040	20 536	330 768
EBIT Courant (cf. Définition des indicateurs de gestion)	29 217	35 369	51 660	20 483	31 769	580	169 078
Bilan :							
Total des actifs non courants	1 064 035	662 221	1 177 397	559 003	349 361	744 241	4 556 258
Capitaux nets investis (1)	950 407	576 558	961 228	545 010	390 927	781 389	4 205 519
Autres informations :							
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	62 204	13 197	38 087	12 354	2 793	29 896	158 531
Dotation nette aux amortissements des immobilisations	(53 832)	(17 428)	(38 015)	(14 923)	(11 600)	(18 288)	(154 086)
Effectif moyen	3 478	745	2 288	1 191	1 504	953	10 159

30 juin 2024 (en milliers d'euros sauf effectifs)	France	Europe (hors France)	Amériques	Asie	Méditerranée	Afrique	Total
Compte de résultat :							
Chiffre d'affaires opérationnel	616 551	198 285	493 772	243 074	221 986	198 309	1 971 977
Eliminations inter-pays	(22 702)	(1 557)	-	(760)	(7 745)	(1 922)	(34 686)
Chiffre d'affaires consolidé	593 849	196 728	493 772	242 314	214 241	196 387	1 937 290
EBITDA (cf. Définition des indicateurs de gestion)	98 615	45 907	106 176	45 569	24 903	31 990	353 159
EBIT Courant (cf. Définition des indicateurs de gestion)	44 914	28 815	63 262	29 853	12 069	8 860	187 773
Bilan :							
Total des actifs non courants	959 916	648 684	1 336 453	632 926	368 935	724 799	4 671 714
Capitaux nets investis (1)	895 811	587 145	1 097 712	629 477	440 829	761 973	4 412 946
Autres informations :							
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	53 694	12 742	41 214	14 033	10 609	87 617	219 909
Dotation nette aux amortissements des immobilisations	(51 602)	(17 183)	(41 266)	(15 963)	(11 669)	(18 730)	(156 413)
Effectif moyen	3 236	693	2 311	1 201	1 539	975	9 955

(1) Les capitaux nets investis correspondent au cumul des actifs non courants, des actifs et passifs destinés à la vente et du besoin en fonds de roulement, sous déduction des provisions et des impôts différés.

Informations par activité

30 juin 2025 (en milliers d'euros)	Ciment	Béton et granulats	Autres produits et services	Total
Compte de résultat :				
Chiffre d'affaires opérationnel	1 166 230	709 258	261 363	2 136 851
Eliminations inter – secteurs	(165 196)	(24 725)	(61 818)	(251 739)
Chiffre d'affaires consolidé	1 001 034	684 533	199 545	1 885 112
EBITDA (cf. Définition des indicateurs de gestion)	251 909	63 584	15 275	330 768
EBIT Courant (cf. Définition des indicateurs de gestion)	149 254	15 140	4 684	169 078
Bilan :				
Capitaux nets investis (1)	2 991 904	1 050 042	163 573	4 205 519

30 juin 2024 (en milliers d'euros)	Ciment	Béton et granulats	Autres produits et services	Total
Compte de résultat :				
Chiffre d'affaires opérationnel	1 232 494	744 788	239 140	2 216 422
Eliminations inter – secteurs	(182 215)	(27 617)	(69 301)	(279 133)
Chiffre d'affaires consolidé	1 050 279	717 171	169 840	1 937 290
EBITDA (cf. Définition des indicateurs de gestion)	262 704	74 847	15 609	353 159
EBIT Courant (cf. Définition des indicateurs de gestion)	154 219	27 010	6 544	187 773
Bilan :				
Capitaux nets investis (1)	3 222 943	1 051 464	138 539	4 412 946

(1) Les capitaux nets investis correspondent au cumul des actifs non courants, des actifs et passifs destinés à la vente et du besoin en fonds de roulement, sous déduction des provisions et des impôts différés.

NOTE 19 - TRANSACTIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES

Outre les informations requises pour les parties liées au titre des principaux dirigeants, les parties liées avec lesquelles des transactions sont effectuées incluent les entreprises associées et les coentreprises dans lesquelles Vicat détient directement ou indirectement une participation, et des entités qui détiennent une participation dans Vicat.

Ces transactions ne sont pas significatives sur les périodes présentées, et sont effectuées aux conditions normales du marché.

L'ensemble de ces opérations a été recensé conformément aux transactions prévues par la norme IAS 24 et leur incidence sur les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2025 et 2024 est la suivante par nature de partie liée :

(en milliers d'euros)	30 juin 2025				30 juin 2024			
	Ventes	Achats	Créances	Dettes	Ventes	Achats	Créances	Dettes
Entreprises associées	7 018	5 893	14 640	5 397	5 992	4 237	11 218	2 729
Autres parties liées	-	680	-	120	-	659	-	-
Total	7 018	6 573	14 640	5 517	5 992	4 896	11 218	2 729

NOTE 20 - ÉVÈNEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

23 juillet 2025, Lancement d'une opération d'achats des minoritaires de la filiale égyptienne *Sinai Cement Company S.A.E*:

Vicat, au travers de sa filiale *Vicat Egypt Cement Industries (VECI)*, annonce avoir déposé une offre publique d'achat obligatoire visant l'acquisition des actions de *Sinai Cement Company S.A.E*. qui est cotée sur la bourse égyptienne. L'offre d'achat porte sur l'acquisition de 58 416 664 actions, représentant 22,4 % du capital de la société (VECI détient actuellement 77,6 % du capital de *Sinai Cement Company S.A.E*) au prix de 41 livres égyptiennes par action, soit un montant d'approximativement 40,7 millions d'euros au cours actuel de la livre égyptienne. L'offre est actuellement étudiée par les Autorités de marchés égyptienne.

NOTE 21 - LISTE DES PRINCIPALES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES AU 30 JUIN 2025

Intégration	globale	:	France	
			% d'intérêt	
SOCIÉTÉ	PAYS	VILLE	30 juin 2025	31 décembre 2024
VICAT	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	-	-
ANNECY BETON CARRIERES	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	49,98	49,98
BETON VICAT	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	99,98	99,98
BETON TRAVAUX	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	99,98	99,98
CERMIX	FRANCE	DESVRES	59,99	-
COFRAC	FRANCE	LA MADELEINE	59,99	-
DELTA POMPAGE	FRANCE	CHAMBERY	99,98	99,98
ESCOLLE BETON	FRANCE	SAINT-EGREVE	99,97	99,97
GRANULATS VICAT	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	99,98	99,98
PARFICIM	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	100,00	100,00
SATMA	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	100,00	100,00
SATM	FRANCE	CHAMBERY	99,98	99,98
SIGMA BETON	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	99,99	99,99
VICAT PRODUITS INDUSTRIELS	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	59,99	99,98

Intégration globale : Etranger

SOCIETE	PAYS	VILLE	% d'intérêt	
			30 juin 2025	31 décembre 2024
CIPLAN	BRESIL	BRASILIA	76,50	76,50
SINAI CEMENT COMPANY	EGYPTE	LE CAIRE	77,60	77,60
JAMBYL CEMENT PRODUCTION COMPANY LLP	KAZAKHSTAN	ALMATY	100,00	100,00
MYNARAL TAS COMPANY LLP	KAZAKHSTAN	ALMATY	100,00	100,00
BUILDERS CONCRETE	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	CALIFORNIA	100,00	100,00
KIRKPATRICK	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	ALABAMA	100,00	100,00
NATIONAL CEMENT COMPANY OF ALABAMA	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	ALABAMA	100,00	100,00
NATIONAL CEMENT COMPANY INC	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	DELAWARE	100,00	100,00
NATIONAL CEMENT COMPANY OF CALIFORNIA	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	DELAWARE	100,00	100,00
NATIONAL READY MIXED	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	CALIFORNIA	100,00	100,00
VIKING READY MIXED	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	CALIFORNIA	100,00	100,00
WALKER CONCRETE	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	GEORGIA	100,00	100,00
CEMENTI CENTRO SUD Spa	ITALIE	GENOVA	100,00	100,00
CIMENTS & MATERIAUX DU MALI	MALI	BAMAKO	94,90	94,90
GECAMINES	SENEGAL	THIES	100,00	100,00
POSTOUDIOKOUL	SENEGAL	RUFISQUE (DAKAR)	100,00	100,00
SOCOCIM INDUSTRIES	SENEGAL	RUFISQUE (DAKAR)	99,90	99,90
ALTOLA AG	SUISSE	OLTEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
KIESWERK AEBISHOLZ AG	SUISSE	AEBISHOLZ (SOLEURE)	100,00	100,00
EMME KIES + BETON AG	SUISSE	LÜTZELFLÜH (BERN)	66,67	66,67
KIESTAG KIESWERK STEINIGAND AG	SUISSE	WIMMIS (BERN)	98,55	98,55
SOLOTHURNER ENTSORGUNGS GESELLSCHAFT AG	SUISSE	FLUMENTHAL (SOLOTHURN)	100,00	100,00
VIGIER BETON JURA SA	SUISSE	BELPRAHON (BERN)	84,81	84,81
VIGIER BETON AG	SUISSE	LYSS (BERN)	100,00	100,00
VIGIER CEMENT AG	SUISSE	PERY-LA HEUTTE (BERN)	100,00	100,00
VIGIER HOLDING AG	SUISSE	DEITINGEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
VIGIER MANAGEMENT AG	SUISSE	DEITINGEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
VIGIER RAIL AG	SUISSE	MÜNTSCHEMIER (BERN)	100,00	100,00
BASTAS BASKENT CIMENTO	TURQUIE	ANKARA	91,60	91,60
BASTAS HAZIR BETON	TURQUIE	ANKARA	91,60	91,60
BIKILTAS	TURQUIE	KONYA	100,00	100,00
KONYA CIMENTO	TURQUIE	KONYA	83,08	83,08
TAMTAS	TURQUIE	ANKARA	100,00	100,00
MAURICIM	MAURITANIE	NOUAKCHOTT	100,00	100,00
BHARATHI CEMENT	INDE	HYDERABAD	51,02	51,02
KALBURGI CEMENT	INDE	HYDERABAD	99,99	99,99

Mise en équivalence : France

SOCIETE	PAYS	VILLE	% d'intérêt	
			30 juin 2025	31 décembre 2024
EST LYONNAIS GRANULATS *	FRANCE	DIJON	33.33	33.33
SABLIÈRES DU CENTRE *	FRANCE	LES MARTRES D'ARTIERE	49.99	49.99
SCI ABBE CALES	FRANCE	CHAMBERY	69.99	69.99
TRANS RF	FRANCE	DETRIER	48.99	48.99

* Mises en équivalence "Opérationnelles"

Mise en équivalence : Etranger

SOCIETE	PAYS	VILLE	% d'intérêt	
			30 juin 2025	31 décembre 2024
CI4C	ALLEMAGNE	HEIDENHEIM AN DER BRENZ	25,00	25,00
HYDROELECTRA	SUISSE	AU (ST. GALLEN)	50,00	50,00
GRAVIERE DE LA-CLAIE-AUX-MOINES *	SUISSE	SAVIGNY	35,00	35,00
PROBETON *	SUISSE	VERNIER	50.2	50.2
SABLES + GRAVIERS TUFFIERE SA *	SUISSE	HAUTERIVE (FRIBOURG)	50,00	50,00
PLANALTO *	BRESIL	BRASILIA	37.49	37.49

* Mises en équivalence "Opérationnelles"



RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2025

KPMG SA

51, rue de Saint Cyr
69009 Lyon

S.A. au capital de 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre

Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la
Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

Deloitte & Associés

6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex

S.A.S. au capital de 2 188 160 €
572 028 041 RCS Nanterre

Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la
Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

Vicat

Société anonyme

4 rue Aristide Bergès, Les Trois Vallons

38080 L'Isle d'Abeau

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1er janvier 2025 au 30 juin 2025

Aux actionnaires de la société Vicat,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés semestriels résumés de la société Vicat, relatifs à la période du 1er janvier 2025 au 30 juin 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés semestriels résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés semestriels résumés.

Lyon et Paris-La Défense, le 29 juillet 2025

Les commissaires aux comptes

KPMG SA

DELOITTE & ASSOCIES

Philippe Massonnat

Frédéric Gourd



DÉCLARATION DES PERSONNES PHYSIQUES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

"J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité, ci-joint en page 2 et suivantes, présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice."

L'Isle d'Abeau, le 29 juillet 2025

Guy Sidos

Président Directeur-Général



Société anonyme au capital de 179 600 000 euros
Siège social : Les 3 Vallons – 4 rue Aristide Bergès 38080 L'Isle d'Abeau
Tél. : +33 (0)4 74 27 59 00- Fax : +33 (0)4 74 18 41 15
RCS Vienne 057 505 539 - SIREN 057 505 539